

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

5F

N°30

pour le socialisme

SEMAINE DU 12 AU 18 FÉVRIER 1981



Publié par
le Parti communiste
français
11, rue de Valenciennes
75019 Paris
Téléphone : 33.1.47.33.40.40

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 12 AU 18 FEVRIER 1981

N° 30 - 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

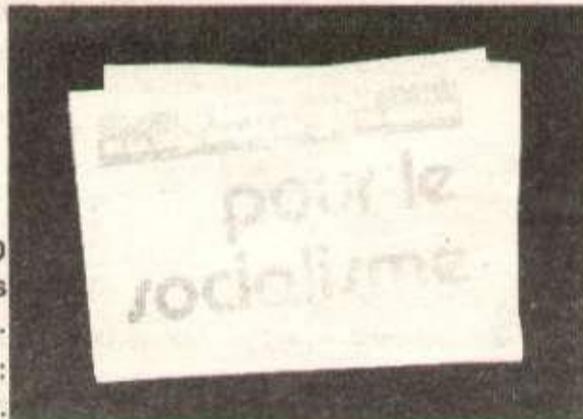
Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66

Abonnez-vous à
Pour le Socialisme

20
numéros
100 F.
1 an :
200 F.



La menace d'agression
pèse plus que jamais
sur la Pologne
et son mouvement
populaire

2 - Pour le Socialisme

SOMMAIRE

3-4 interview

LA SITUATION EN POLOGNE : Va-t-on vers un point de non-retour ? Sur la situation actuelle et son évolution, nous avons interviewé Alexander Smoiar.



5-6 immigrés



LA CAMPAGNE ANTI-IMMIGRES DU PCF : Jusqu'où ira-t-il ? On peut légitimement se poser la question après les graves événements qui se sont déroulés à Montigny-lès-Cormeilles dans le Val-d'Oise. Délation publique, accusation sans preuve, regroupement sous les fenêtres d'une famille immigrée. Méthodes inquiétantes.

Par ailleurs, le journal *Sans Frontière* révèle que les municipalités à direction PCF de Montfermeil et Nanterre en Seine-Saint-Denis pratiquent depuis plusieurs mois l'interdiction du regroupement des familles immigrées.

7 politique



... ET LE GENERAL RECONNAÎTRA LES SIENS : Trois candidats se réclamant du gaullisme vont se disputer les suffrages d'une partie de l'électorat de droite. Avec l'appui de l'appareil RPR, Chirac devrait distancer largement ses deux concurrents.

12-13 syndicats

CONGRES SYNDICAUX : Dans la même semaine, deux congrès importants se sont déroulés dans la CFDT. Celui de l'UD de Paris et celui de la FGM (fédération générale de la Métallurgie).

14-15 idées



Y A-T-IL UN SEUIL DE TOLERANCE ? : Personne à gauche ne parle de seuil de tolérance. On emploie maintenant des notions plus nuancées pour dire en fin de compte la même chose : quotas, pourcentages, quantités... Nous avons interviewé Véronique De Rudder, sociologue au CNRS et membre du MRAP à ce sujet.

16-17 inter



LA SITUATION EN IRAN : Les contradictions s'aiguisent entre les religieux du Parti de la Révolution islamique et le président Bani Sadr. Des affrontements armés se produisent de plus en plus souvent. Sur la situation en Iran, nous avons interrogé des militants de «Ranjbaran», le Parti du Proletariat iranien.

18-19 interview

LES INTELLECTUELS ET LE PCF : Yves Roucaute, directeur de l'Institut Gramsci, vient de publier aux PUF *Le PCF et les sommets de l'Etat*. Après avoir publié le point de vue d'Alexandre Boviatsis, nous sommes allés interviewer Roucaute à propos de l'analyse du PCF faite aujourd'hui par un certain nombre d'intellectuels.

20

VIGILANCE POUR MANUFRANCE : C'est le 15 février «au plus tard» qu'expire le nouveau délai fixé par la cour d'appel de Lyon pour l'évacuation des locaux de l'entreprise Manufrance occupée depuis l'automne 1980 par les travailleurs. Dans le même temps, des divergences apparaissent dans la CGT.

éditorial

LA POLOGNE EN DANGER

UNE fois encore, la confrontation entre le peuple polonais et ses gouvernants connaît un regain de tension, au point que des événements dramatiques soient de nouveaux envisageables.

On en décèle aisément les motifs. Fidèles à leur élan de l'été 1980, les travailleurs polonais n'entendent pas que se perpétuent les privilèges de caste qui sont encore ceux des dirigeants. C'est ainsi qu'à Bielsko-Biala et dans sa région, ils ont exigé la révocation de plus d'une vingtaine de directeurs d'entreprise et de fonctionnaires du parti, corrompus et arrogants. Le pouvoir a d'abord dit non, menacé d'une intervention policière, puis finalement, devant la détermination ouvrière, cédé. L'accord signé entre les autorités d'Etat et Solidarité prévoit que «des changements de personnels interviendront à certains postes».

Immédiatement après, le centre des affrontements s'est déplacé dans la voïvodie de Jelenia Gora, où 450 entreprises sont en grève illimitée depuis lundi. Les négociations ont certes substantiellement avancé, mais elles se heurtent encore à une question qui là encore remet en cause les privilèges : un sanatorium est en construction dans cette région, et il est prévu qu'il soit réservé aux seuls fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. Les syndicats locaux exigent, mesure élémentaire, que tous puissent en profiter. A ce jour, le pouvoir refuse encore...

D'autres affrontements ont lieu parallèlement, et confluent avec les luttes ouvrières. A Lodz, plusieurs milliers d'étudiants occupent leurs universités depuis quelques semaines, 2 000 autres venant de les imiter à Poznan. Enfin, et peut-être surtout, la vague paysanne se lève pour exiger qu'existe ce «Solidarité-paysans» que les autorités craignent dans la mesure où il consacrerait la prééminence de Solidarité dans l'ensemble des secteurs de la société, hormis l'appareil d'Etat.

Revendications populaires. Mobilisations populaires. Négociations imposées au pouvoir. Le cycle bien connu depuis septembre s'accroît. Une lutte se termine, une autre reprend, toujours plus combative et déterminée.

FACE à cette réalité qu'ils ne contrôlent pas, les dirigeants sont pour la plupart du temps contraints de céder. Mais à mesure qu'ils reculent se profile l'ultime rempart de leur position dominante, celle de la répression, et même celle d'une intervention soviétique destinée à ramener sous les chars l'ordre ancien.

Le récent plénum du comité central comporte de ce point de vue de graves menaces. Outre l'apparition au poste de premier ministre d'un militaire rompu aux travaux communs avec ses collègues du Pacte de Varsovie, qu'a-t-on vu ? Un aveu, tout d'abord, qui n'est pas négligeable : en appelant les membres du POUP présents dans Solidarité à «réagir aux attaques anti-socialistes dans le syndicat», les dirigeants reconnaissent officiellement que nombreux sont les membres du parti polonais à avoir choisi le camp des travailleurs en lutte contre le pouvoir. Mais le plénum du CC a surtout été rempli de menaces : menaces contre le KOR (et ses animateurs Kuron et Michnik, cités nommément) puisqu'une enquête policière est ouverte contre lui ; menaces aussi contre Solidarité, puisque sont accusées «des forces extrémistes au sein de Solidarité qui cherchent à préparer les conditions d'une destruction du pouvoir socialiste».

LA logique répressive, vers laquelle penchent sans mystère nombre de dirigeants, avance. Hier, on accusait «certains dans Solidarité» de ne pas prendre en compte les difficultés économiques. Aujourd'hui, on les accuse de vouloir renverser le régime. Lequel, c'est bien clair, entend se défendre. Et quand bien même ne le pourrait-il plus, d'autres sont prêts à le faire à sa place : à nouveau la campagne de presse renaît en RDA pour dénoncer «l'aggravation catastrophique de la situation en Pologne», et dans la Pravda qui évoque «l'attaque frontale contre le parti et le pouvoir populaire». Conditionnement idéologique croissant et préparatifs militaires effectués de longue date : la menace d'agression pèse plus que jamais sur la Pologne et son formidable mouvement populaire.

Nicolas DUVALLOIS

POLOGNE «UN POINT DE NON-RETOUR POURRAIT ÊTRE VITE ATTEINT»

Interview d'Alexander Smolar, représentant du KOR en France

Propos recueillis par Gilles DACROIX

► On assiste dans la dernière période à une succession rapide d'épreuves de force et une accentuation très nette des attaques des autorités contre Solidarité. Quels sont à votre sens les buts du gouvernement polonais et peut-il y parvenir ?

Les buts du gouvernement polonais sont relativement simples à définir. Il voudrait revenir à la situation d'avant l'été dernier, et limiter l'importance de Solidarité et des autres mouvements syndicaux indépendants, comme Solidarité rurale ou le

mouvement étudiant, en les cantonnant dans la défense des intérêts matériels. Il voudrait en faire des instruments dociles qui ne créeraient pas trop de problèmes, mais il n'est pas capable de réaliser ces objectifs.

Pression soviétique et radicalisation des masses

Tout d'abord, le gouvernement polonais se trouve sous la pression constante de l'Union soviétique et des pays limitro-

phes : RDA et Tchécoslovaquie, Moscou, Berlin, Prague... exigent que la situation soit normalisée le plus vite possible. Cela ne prend pas seulement la forme d'incitations verbales, mais aussi d'un chantage économique. Mais comment normaliser ? Par la violence ? Mais qu'est-ce qu'on peut en attendre face à des millions et des millions de travailleurs organisés ? Ensuite, il n'est pas du tout sûr que l'armée, même la police suivraient les ordres, si par exemple on leur ordonnait de tirer sur les ouvriers.

Ensuite, et c'est l'autre élément





ment de la situation, il y a une telle radicalisation des masses, des ouvriers, que le point de non-retour pourrait être très vite atteint. Les ouvriers, c'est psychologiquement compréhensible, semblent ne plus accepter les limites qu'ils s'étaient eux-mêmes imposées fin août, de ne pas toucher aux institutions. Ils perdent de plus en plus leurs illusions, et sortent toujours plus du cadre des revendications purement matérielles. C'est ainsi qu'ils demandent de plus en plus souvent la révocation de certains responsables. Une telle situation, inacceptable pour le gouvernement polonais ainsi que pour Moscou, est la conséquence des tergiversations, de cette politique des petits et gros mensonges des autorités.

A cela, il faut ajouter la dégradation de la situation à l'intérieur du POUP, où la direction centrale est contestée par un nombre toujours plus grand de membres du parti, et pas seulement des ouvriers. Il ne faut pas oublier qu'un million de membres du parti sont également membres de Solidarité.

► **Justement, comment ces militants peuvent-ils concilier deux engagements qui semblent contradictoires ?**

Cela dépend. Certains acceptent plutôt la discipline du parti, mais la majorité fait le choix contraire : pour eux, pratiquement le parti n'existe pas ; et la seule réalité concrète qu'ils vivent, c'est Solidarité. Au niveau du parti, ils réclament une démocratisation, ils veulent se sentir chez eux dans le parti comme ils se sentent dans Solidarité.

«Homo sovieticus»

► **On évoque régulièrement des divergences au sein de**

l'équipe au pouvoir. Quelles significations à votre sens revêtent-elles ?

Ces divergences sont possibles. Mais ces différences ne sont pas fondamentales. Idéologiquement, c'est la même génération, le même mode de pensée ce sont des «homo sovieticus» qui pensent.

Mais il y a effectivement des différences d'appréciations sur les moyens qu'on peut employer : menaces accrues ou recherche d'un «modus vivendi», car le gouvernement n'est de toute façon pas capable d'arriver au bout du mouvement.

C'est vrai qu'on a le sentiment que Kania représente plutôt cette sensibilité plus modérée, alors qu'Oszlosvski serait plus dur. Mais Kania a déjà eu des discours très durs sur les paysans, et l'incertitude est telle qu'on ne sait pas quelle ligne va triompher, la ligne modérée ou bien une ligne plus dure, avec de très graves dangers pour la Pologne.

Un certain engrenage

► **Dans les dernières déclarations, que ce soient celles du gouvernement polonais, ou celles des pays «frères». Solidarité est de plus en plus violemment pris pour cible. Sur quoi peut déboucher cet accroissement constant des menaces ?**

Cela peut déboucher sur un certain engrenage, où personne ne contrôlerait plus la situation. On peut imaginer par exemple un conflit local, que les autorités voudraient terminer par la force avec généralisation du mouvement, scènes de violences provoquées par la police par exemple, et intervention de l'armée

soviétique comme «force de paix».

Ce durcissement est très inquiétant, car aujourd'hui, on ne peut rien régler en Pologne par la force, mais seulement par des compromis. J'espère toujours que cette possibilité existe.

► **Peut-on parler actuellement, comme certains commentateurs commencent à le faire, d'un syndicat Solidarité coupé en deux, avec d'une part une base se radicalisant de plus en plus, et d'autre part une direction modérée cherchant à freiner les mouvements ?**

Non, non, je ne crois pas qu'on puisse dire cela. Par contre, on peut dire que plus on est en situation d'avoir un point de vue d'ensemble, plus on se rend compte des limites. En ce sens, on peut dire que les instances dirigeantes de Solidarité sont plus modérées que les instances régionales, et les instances régionales que la base.

Mais d'autre part, il faut comprendre que les ouvriers sont de plus en plus exaspérés par la politique des autorités. Et il y a aussi un sentiment de succès, de puissance, et une volonté d'en découdre avec tous ces apparatchiks, corrompus, ces petits dictateurs.

Des formes de solidarité ouvriers-paysans

► **On parle beaucoup ces derniers temps des syndicats ruraux. Le gouvernement polonais traite régulièrement leurs revendications de «réactionnaires». Quelle est la place des paysans, en Pologne, et plus particulièrement dans les luttes actuelles ?**

Qu'est-ce que la paysannerie en Pologne, tout d'abord ? C'est le seul groupe social qui soit économiquement indépendant ou semi-indépendant. Tous les autres groupes, que ce soit les employés, l'intelligentsia ou les ouvriers, sont employés par l'Etat directement. Malgré cette apparence de plus grande liberté, c'est un groupe qui est très exploité. On essaye de le contrôler, du fait que c'est l'Etat qui est son principal acheteur, et qui lui fournit les grains, les engrais, les tracteurs. D'où l'idée de créer un syndicat pour défendre les intérêts des paysans. Leurs revendications ne sont pas opposées à celles des ouvriers, il n'y a donc pas de raisons de les traiter de réactionnaires. Ce sont des revendications économiques, pour la défense de leur dignité.

► **Au cours de la lutte, il y a eu une volonté de la part de Solidarité de réaliser l'unité entre les ouvriers et les paysans. Quels sont les rapports entre ces deux groupes sociaux ?**

Ce sont deux mondes différents du point de vue du mode de pensée, mais aussi des générations, car la moyenne d'âge des paysans en Pologne est de plus de 60 ans. Les conditions de travail sont très dures, et les jeunes vont chercher du travail dans les villes.

Il y a également des contradictions objectives, comme en France, entre le producteur et le consommateur : l'un voudrait vendre le plus cher possible, et l'autre acheter le moins cher possible.

Mais il y a en même temps des formes de solidarité entre les ouvriers et les paysans. A Gdansk déjà, les ouvriers demandaient que les intérêts des paysans soient pris en compte, et les paysans ont manifesté leur solidarité avec les ouvriers en grève. Depuis toujours, Solidarité soutient les paysans qui veulent créer leur syndicat.

Le mouvement étudiant à la recherche de sa personnalité

► **Bien qu'on en parle moins, il y a en Pologne des mouvements d'étudiants. Quelle est l'ampleur exacte de leur mouvement et comme se situent-ils par rapport à l'ensemble du mouvement ?**

Ce mouvement des étudiants est relativement faible ; il n'a pas élaboré d'objectifs propres, ni mené d'actions propres. C'est assez bizarre car ce groupe était d'habitude le plus actif, le plus créatif : en 1968, nous avons eu notre grand mouvement étudiant. Aujourd'hui, c'est un mouvement à la recherche de sa personnalité. Les objectifs actuels des étudiants se rapprochent de ceux des enseignants : libertés, lutte contre les mensonges qui peuvent être enseignés à l'Université... ainsi que des revendications pour que leur organisation soit reconnue.

► **Vous semble-t-il nécessaire qu'il s'organise un soutien au peuple polonais, et quelle forme doit-il prendre ?**

Il y a des manifestations de solidarité très sympathiques pour nous, de la part de la CFDT, d'autres syndicats... L'action d'information sur ce qui se passe en Pologne est très importante. Mais c'est très important aussi de soutenir activement les Polonais dans la période actuelle, qui est très critique : aide matérielle, financière, mais aussi en organisant des protestations devant l'ambassade soviétique, en montrant une forme de vigilance, pour que ce soutien ne se manifeste pas trop tard, comme cela a été le cas pour la Tchécoslovaquie. ■

Montigny : délation publique du PCF

HARO SUR LE MAROCAIN

LE CRIME DU JUGE BIDALOU

L'exclusion de la magistrature du juge Bidalou est un fait sans précédent depuis la Libération. Depuis l'épuration, époque où des juges avaient été révoqués — pour des raisons bien différentes — c'est la première fois qu'une telle décision est prise par le Conseil supérieur de la Magistrature.

Quel crime avait donc bien pu commettre le juge Bidalou ? Il avait eu le tort de s'opposer, pendant des mois, à la Sonacotra, occupant son tribunal et rendant des jugements favorables aux résidents du foyer d'Hayange. Il avait osé relaxer un ouvrier qui avait écrit «*Non au chômage, non aux licenciements*» sur les murs de Sacilor. Dans un conflit opposant un chômeur à la Sécurité Sociale, il avait cité Barre pour qu'il s'explique en tant que responsable du chômage. Il avait enfin rejeté les mises en garde qui lui étaient adressées, prenant publiquement position, avec les organisations ouvrières, contre les atteintes à l'indépendance de la magistrature ; au sein du Syndicat de la Magistrature, il prônait l'utilisation intégrale des textes légaux face aux pressions du pouvoir.

C'en était trop. Le Conseil supérieur de la Magistrature dont les membres sont tous nommés par le président de la République, l'a révoqué. Cette scandaleuse décision s'inscrit dans une logique déjà bien éprouvée ; treize poursuites contre des juges en 1980 ; le vote de la loi Sécurité et Liberté, qui — entre autres atteintes aux libertés — réduit considérablement la marge d'appréciation des magistrats. Au mépris des principes hautement proclamés sur l'indépendance des juges, le Conseil a sanctionné, à la demande du garde des sceaux, le contenu des jugements prononcés par Bidalou, refusant même d'entendre ses explications sur l'affaire de la Sonacotra. Pour le Syndicat de la Magistrature, «*cette révocation est le symbole de l'évolution de la démocratie dans notre pays (...)* L'indépendance des juges est morte».

M. Peyrefitte, sans rire, accusait Bidalou d'atteinte au principe de la séparation des pouvoirs. Et aussi d'insolence. Le Conseil supérieur de la Magistrature n'aura pas, lui, fait preuve d'insolence. Quant au reste...

F.N.

Ils avaient prévenu : «*Nous n'hésiterons pas à citer des noms*». Ils sont revenus, la nuit, déposer dans les boîtes aux lettres et les cages d'escaliers alentour des tracts dénonçant la famille K., des étrangers. «*La police et les autorités savent, mais ne font rien (...)* Nous ne laisserons pas sévir les trafiquants criminels». Et ce samedi matin, ils sont une cinquantaine à crier devant le domicile de la famille K., tandis qu'un des leurs prend la parole pour fustiger «*la police qui ne fait pas son travail*». Des voisins s'étonnent, protestent. On leur crie : «*Dehors les assassins et leurs complices*». Il y a deux jours, les gendarmes sont venus à l'école pour conseiller à l'un des enfants K. de «*s'abstenir d'aller en classe pendant quelques semaines. C'est plus sûr*». Un autre membre de la famille s'est fait insulter chez les commerçants...

MAGES d'une autre époque, en d'autres lieux ? Non. Février 1981. Montigny-les-Cormeilles, Val-d'Oise. Cité de l'Espérance...

Les «manifestants» sont emmenés par le maire de la ville, Robert Hue, et deux membres du comité central du PCF. Monsieur K. est ouvrier, marocain, père de huit enfants. Il habite un HLM et travaille en France depuis 10 ans.

Une cible toute désignée

Les faits sont largement connus : au début de cette année, le maire et la section du PCF de Montigny ont découvert brusquement que leur commune se trouvait au centre d'un «*triangle de la mort*». Pour lutter contre le fléau de la drogue qu'ils découvrirent subitement (pas un mot au conseil municipal en quatre ans), ils appellent à la création de «comités de vigilance» destinés à agir. Et ils agissent !

Non pas contre un quelconque gros bonnet ayant déjà eu maille à partir avec la police et dont les noms sont connus, mais contre une famille d'immigrés accusée, sur la seule base d'une dénonciation épistolaire, d'être des pourvoyeurs de drogue.

Nouvelle bavure ?

En aucune façon. L'action a été préméditée et organisée par le secrétariat de la fédération du Val-d'Oise, et ce en collaboration étroite avec le comité central du PCF. Le choix de la cible n'a donc pas été laissé au hasard.

C'est que le personnage de l'immigré se trouve ainsi mieux campé par le PCF : on le savait déjà facteur d'insécurité, accapareur des subsides locaux, respectable par sa présence trop nombreuse du volant de chô-

Des méthodes inquiétantes de plus en plus inquiétantes

La drogue, c'est vrai, est un danger qui tend à croître. Six morts par «sur-dose» dans la région de Montigny en 1980, c'est insupportable. Comme sont insupportables les 200 morts par alcoolisme, survenus dans le Val-d'Oise durant la même période. Monsieur Hue reste pourtant bien silencieux sur ce second aspect.

Face à ces fléaux, il faut agir, et heureusement, au-delà même de l'action répressive de la police, des structures se sont mises en place pour le faire. Elles essayent d'analyser, chiffres en main, ce qui est un phénomène de notre société, elles développent la prévention, organisent la réinsertion et mettent en lumière le rôle de ces «gros bonnets» qui vivent bien loin des cités HLM. Mais le PCF, aujourd'hui, n'a que faire de tout cela.

De la même manière que sa campagne anti-immigrée ne s'ap-

mage. La voilà maintenant ainsi marchand de mort. Joli tableau que Marchais-la-joie ne craint pas de tracer publiquement. Traitant des immigrés samedi dernier à Saint-Denis, ne disait-il pas : «*Nous ne voulons pas de nouveau Harlem ou de nouveau*



Une des jeunes filles de la famille K., révoltée par la campagne de délation menée par le PCF.

Soweto dans la région parisienne, nous ne voulons pas non plus de nouveaux Chicago». La phrase accusatrice n'a pas été reproduite dans *L'Humanité*, mais elle n'en a pas moins été prononcée.

Hier, c'est au nom de la lutte contre «*les ghettos de la misère*» que le PCF attaqua à coup de bulldozer un foyer de travailleurs immigrés. Aujourd'hui, c'est pour lutter contre «*le fléau de la drogue*» qu'il avalise une de ces rumeurs de café de commerce, livre une famille entière à la calomnie, et prend le risque de provoquer l'exaction de quelque fanatique. Le même mécanisme, implacable et dangereux, est en œuvre, pour les mêmes raisons.

partent, ou s'interrogent, ou réfléchissent sur les brusques tournants du parti auquel ils avaient adhéré pour d'autres raisons avant 1978, la direction du PCF entend substituer une nouvelles bases, sur des positions arriérées encouragées plutôt que combattues. Pour les présidentielles, mais plus encore pour la période ultérieure, le PCF essaie ainsi, de se créer une nouvelle assise de masse, notamment dans les communes dont il a la gestion.

Les immigrés qui pullulent, volent notre travail ou nos allocations de chômage, l'insécurité qui guette au coin de la rue, le racket et la drogue qui menacent

nos enfants : on connaît bien le poison idéologique de la bourgeoisie. C'est lui qui sert à légitimer les menées d'un Stoléru ou d'un Peyrefitte. C'est sur lui que reposent les crimes de «*légitimes défense*». Et c'est sur lui que s'appuie aujourd'hui le PCF, en y ajoutant sa spécificité de «parti d'action». Les Maliens gênent à Vitry ? On détruit leur foyer à coup de bulldozer. Les crédits manquent dans les colonies de vacances d'Ivry ? On en exclut les jeunes immigrés. Les gitans se regroupent à La Seine ? On les chasse. La drogue inquiète à Montigny ? On choisit une famille immigrée en victime expiatoire, et on l'accuse, sans preuve aucune.

Un calcul politique

En reprenant ainsi à son compte les pires insanités de l'idéologie bourgeoise et en les faisant passer du stade des idées à celui des coups et de la délation honteuse, le PCF espère tirer quelque profit politique. A tout ceux des militants qui

partent, ou s'interrogent, ou réfléchissent sur les brusques tournants du parti auquel ils avaient adhéré pour d'autres raisons avant 1978, la direction du PCF entend substituer une nouvelles bases, sur des positions arriérées encouragées plutôt que combattues. Pour les présidentielles, mais plus encore pour la période ultérieure, le PCF essaie ainsi, de se créer une nouvelle assise de masse, notamment dans les communes dont il a la gestion.

A ceux qui regrettent le «*laxisme*», ou «*l'incapacité de l'actuel pouvoir*», le PCF veut apparaître comme le parti de l'Ordre.

Nicolas DUVALLOIS

QUAND LE PCF PRATIQUE L'INTERDICTION DU REGROUPEMENT FAMILIAL IMMIGRÉ...

Presque chaque jour apparaît une nouvelle «affaire» du PCF contre les travailleurs immigrés. Le bulldozer de Vitry est loin déjà. Une série d'événements sont venus s'accumuler qui ne laissent plus de doute sur la nature et l'ampleur de la campagne décidée par la direction du PCF.

Il y a eu les quotas d'enfants immigrés dans les colonies de vacances (15 %) à Ivry. Décision révoltante. La nouvelle affaire révélée en exclusivité par le journal *Sans Frontière* n'est pas moins odieuse. Deux municipalités dirigées par le PCF pratiquent depuis plusieurs mois l'interdiction du regroupement familial. Pourtant, en 1977, ce même parti avait mené une vigoureuse campagne contre des mesures de même type, décidées par Stoléro.

La Renaissance hebdomadaire du PCF de la Seine-Saint-Denis n'y va pas par quatre chemins à propos des «ghettos». Enquêtant sur une cité de Montfermeil, petite commune du département dirigée par le PCF — le journal pose carrément la question : «Faut-il raser les Bosquets ?» (nom de la cité).

Combien sont-ils les immigrés dans cette «cité-ghetto ?» Il a

été impossible de le savoir, la municipalité avançant le chiffre de 40 %, le PCF dans sa propagande affirmant 80 %. Un tel degré dans l'imprécision renseigne sur le sérieux de l'argumentation du PCF dans cette affaire.

Sur les 1 550 logements de cette cité, 125 seulement sont gérés par l'office HLM de la commune. Une bonne partie a été achetée

par des petits propriétaires dans le seul but, prétend la municipalité, de le louer à des immigrés, moyen indispensable pour eux de faire venir leurs familles en France. Tout cela bien sûr dans le but de nuire à la municipalité. La seule «preuve» fournie à l'appui de cette affirmation serait l'attribution de prêts par le crédit foncier. Il ne peut donc s'agir, on le voit, que d'une «machination ourdie en haut lieu».

Les immeubles de la cité laissés la plupart du temps sans entretien, les coupures fréquentes de chauffage et d'eau, la dégradation des bâtiments... voilà réunies les conditions pour parler d'un ghetto.

Le non à l'immigration familiale

La mairie a trouvé les «moyens de lutte» contre cette situation. Il y a bien sûr la revendication de la «répartition équitable» dans toutes les communes et la mise en place d'un commissariat et d'îlots permanents pour «garantir la sécurité de tous». Pui-

Virage à 180° en trois ans

«M. Stoléro vient d'annoncer la suspension de l'immigration familiale et l'extension des mesures déguisées de refoulement à de nouvelles catégories de travailleurs immigrés... Il condamne à la séparation forcée des milliers de familles, les plaçant dans une situation dramatique. Cette politique est odieuse et inhumaine». On applaudit des deux mains à une telle prise de position. C'est Jean Colpin qui la proclamait dans les colonnes de *L'Humanité* le 28 septembre 1977. Le parti de Jean Colpin avait d'ailleurs mené une vigoureuse campagne de dénonciation contre la politique, en effet odieuse et inhumaine, de Stoléro. Il ne se passait guère de journées sans article dans *L'Huma* pour soutenir cette campagne. Et le PCF de se réjouir — à juste titre — quand le conseil d'Etat jugea anti-constitutionnel le 21 octobre 1977, la décision de Stoléro de suspendre pour trois années

l'immigration familiale. Dans un article intitulé «le recul de Stoléro», publié le 28 octobre, un journaliste du PCF se félicitait de la décision du Conseil d'Etat et citait le cas — comme il doit y en avoir désormais des dizaines à Montfermeil ou à Nanterre — d'un immigré habitant en Seine-Saint-Denis travaillant, ayant des papiers en règle, disposant d'un F4 et qui s'était vu refuser l'autorisation d'être rejoint par sa famille demeurée au pays.

Et, à la séance du Sénat du 8 novembre, Anicet Le Pors accusait le secrétaire d'Etat en ces termes : «Pour votre part, vous avez prétendu interdire totalement l'immigration familiale. Cette décision illégale et dépourvue de fondement économique a suscité une telle réprobation en France et à l'étranger, elle a été jugée si sévèrement par le Conseil d'Etat, que vous avez dû reculer et retirer votre projet. Mais vous prétendez

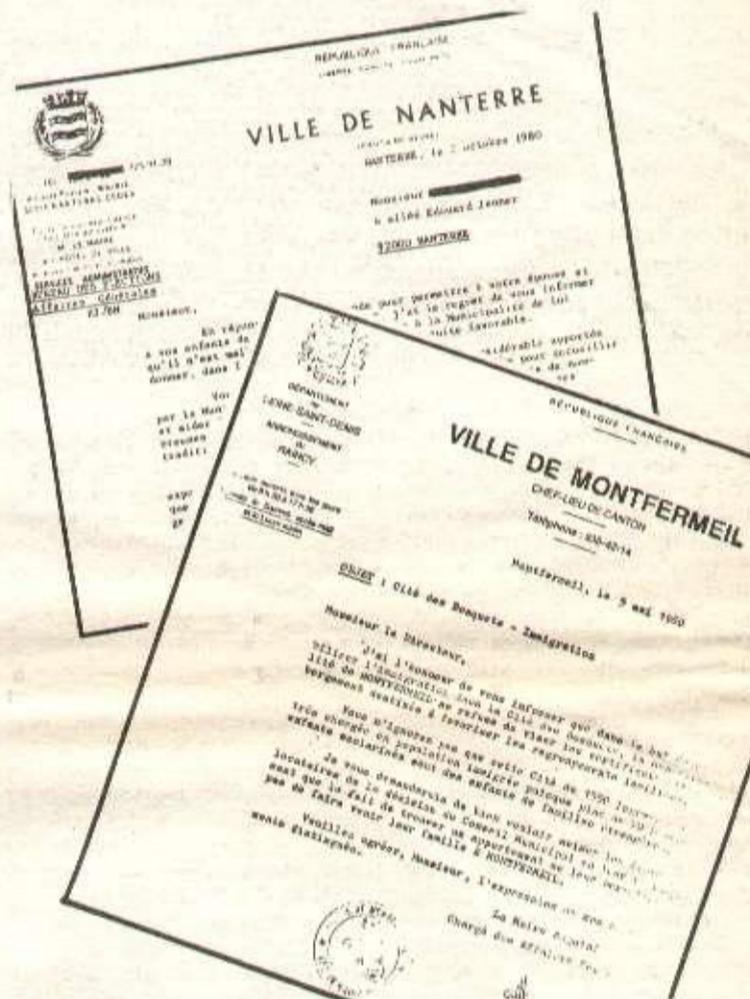
aujourd'hui tolérer l'immigration familiale tout en refusant aux membres des familles le droit au travail».

Tout cela, c'était en 1977 ! C'est à la fois proche et lointain. Aujourd'hui, les maires du PCF eux-mêmes refusent de viser les demandes présentées par les immigrés pour faire venir leurs familles en France, pour vivre avec leur femme et leurs enfants comme tout un chacun.

Dès lors, on est en droit de se poser la question : une telle politique ne serait-elle «odieuse et inhumaine» que lorsqu'elle est le fait de la droite ?

Et puis, comment est-il possible, avec autant d'aplomb, avec autant de hargne, avec autant de certitude, de développer et d'appliquer à trois ans d'intervalle, des positions et des mesures aussi radicalement contradictoires ? Un tel comportement ne laisse pas de nous interroger. Et de nous inquiéter !

Par Gérard PRIVAT



que chacun sait que la concentration d'immigrés est synonyme d'insécurité, de désordres divers, de troubles.

Mais la mairie de Montfermeil innove : elle s'est lancée dans le rachat d'appartements pour les placer sous le contrôle de l'office HLM communal, lui-même étroitement contrôlé par la municipalité, ce qui permet de décider de l'attribution des logements. Sur-tout, la grande nouveauté (bien qu'elle date déjà de plusieurs mois mais on ne le savait pas), c'est la pratique de l'interdiction du regroupement familial.

Le 5 mai 1980, toutes les agences privées de location de Montfermeil recevaient une lettre de la mairie leur annonçant la décision prise par la municipalité en ces termes : «J'ai l'honneur de vous informer que dans le but de stabiliser l'immigration dans la cité des Bosquets, la municipalité de Montfermeil se refuse de viser les certificats d'hébergement destinés à favoriser les regroupements familiaux». Et plus loin : «Je vous demanderais de bien vouloir aviser les éventuels

locataires de la décision du Conseil municipal en leur précisant que le fait de trouver un appartement ne leur permettra pas de faire venir leur famille à Montfermeil».

La mesure touchera très directement les travailleurs algériens (en général les plus nombreux) puisque pour eux le passage par la mairie est obligatoire pour parvenir à introduire légalement leur famille en France.

Ainsi, depuis le mois de mai 1980, c'est le PCF qui interdit aux immigrés résidant à Montfermeil de faire venir leurs familles. Une même politique semble être mise en œuvre à Nanterre. *Sans Frontière* publie le fac-similé d'une réponse négative de la municipalité à une demande faite par un immigré de faire demeurer sa femme et ses enfants avec lui à Nanterre.

Certains ont parfois peine à croire que le PCF puisse faire preuve d'autant de zèle dans la mise en œuvre de mesures (très précisément les mêmes) qu'il dénonçait si violemment il y a trois ans.

Après le congrès du RPR

... ET LE GENERAL RECONNAITRA LES SIENS

Par François NOLET

Ce sont donc probablement trois candidats gaullistes qui s'affronteront dans l'arène électorale dans les semaines à venir. Autour de thèmes en partie communs, mais avec des nuances importantes. Jacques Chirac devrait distancer nettement les deux autres, qui ne disposent pas de l'appareil du RPR.

COMME on s'y attendait depuis longtemps, Chirac, sans céder aux objurgations de Debré, a fait approuver sa candidature, massivement, par le congrès du RPR. Il va disputer à Michel Debré et à Marie-France Garaud une partie de l'électorat de droite. Chacun va à la bataille avec son style et ses idées propres, bien sûr, mais autour d'un tronc commun.

Leur référence commune réunit les trois candidats autour des notions gaullistes habituelles : on retrouve le vieux rêve d'un impérialisme français fort, pesant de façon importante dans les destinées du monde, appuyé sur une économie solide, soutenu par un effort national interclassiste. Et, en conséquence, une critique plus ou moins acerbe de la politique giscardienne, tant en matière de politique extérieure. Autour de cette idée-force s'articulent de façon différenciée les discours des différents prétendants.

Garaud : l'URSS

Marie-France Garaud estime que le problème principal se posant à la France est constitué par la menace que fait peser sur elle — et sur l'Occident en général — l'expansionnisme soviétique. Tous les autres problèmes, y compris la solidité de l'économie française, ne peuvent être regardés que par le prisme de cette question-clé. S'écartant en cela des positions traditionnelles du gaullisme, elle préconise un resserrement des liens internes au « monde libre » et un rapprochement avec les Etats-Unis.

Il semble difficile qu'une candidature centrée presque exclusivement sur les problèmes de

politique extérieure puisse susciter un large écho. C'est ce que semble avoir commencé à comprendre la candidate, qui évoque plus qu'auparavant d'autres thèmes. Dans ses récentes interventions, elle a pu, par exemple, sembler miser sur un « créneau » que pourront difficilement lui disputer les deux autres candidats gaullistes, lorsqu'elle met les critiques qui lui sont adressées sur le compte de la misogynie de la classe politique. Ce féminisme bien tempéré peut lui assurer quelques suffrages féminins — sans toutefois que les meilleurs sondages lui attribuent plus de 4,5 % des intentions de vote.

Précisons que, de tous les candidats gaullistes, elle est la seule qui laisse entendre qu'elle pourrait, au second tour, favoriser le candidat socialiste.

Salut public

C'est un ton également très anti-giscardien que Michel Debré entend donner à sa campagne. Il se plaît d'ailleurs à rappeler qu'il n'a pas exercé de fonctions ministérielles sous le septennat de Giscard — oubliant de préciser qu'en tant que député il a soutenu de ses votes la plupart des projets gouvernementaux.

Dans le style véhément qui est le sien, il se battra sur l'idée de la « guerre » économique et idéologique dans laquelle la France est engagée. Les moyens de la gagner : le « sursaut » national, la mobilisation pour une France économiquement forte, indépendante, notamment des institutions européennes, une France rassemblée, enfin, autour d'un gouvernement de salut public, « qui pourrait aller de Fourcade à Rocard ou à Chevènement, et pourquoi pas les deux », et



La machine RPR à la disposition de Chirac...

auquel seraient conférés des pouvoirs spéciaux. Malgré l'appel aux socialistes, les thèmes ainsi mis en avant — ainsi que la propagande nataliste et l'hostilité à l'avortement — ne peuvent que faire apparaître sa candidature comme passéiste et très marquée à droite. Outre l'âge du candidat — soixante-neuf ans — la référence renouvelée à une continuité gaulliste dont le souvenir s'estompe semble de moins en moins apte à mobiliser de larges couches de l'électorat. Il convient enfin de faire remarquer que les fracassantes déclarations anti-giscardiennes de Michel Debré s'accompagnent d'un refus de répondre quant à sa position pour un second tour Giscard-Mitterrand. Une imprécision qui relativise sérieusement son « *Un septennat, hélas ! Deux septennats, holà !* » et laisse prévoir que les gesticulations du premier tour céderont la place à une cohésion majoritaire retrouvée entre les deux tours.

Chirac : si demain la gauche...

Le candidat Chirac agite, lui aussi, le thème du redressement national, et critique le gouvernement sur sa politique écono-



... lui assure un avantage écrasant sur son principal concurrent gaulliste

SUITE PAGE 9

POURQUOI LES NOUVELLES ORIENTATIONS ?

Cette rubrique est destinée à recevoir les points de vue et les contributions, concernant les nouvelles orientations du Parti. Ce sont des camarades qui s'y expriment et non encore le Parti lui-même, dont le IV^e Congrès délimitera le contenu exact de ces nouvelles orientations. C'est donc dans ce cadre que nous poursuivons la publication d'une série d'articles de Max Cluzot.

I- La définition marxiste-léniniste (3)

LORSQU'EN 1966 éclate la Révolution culturelle, une question importante se pose : s'agit-il d'un épisode conjoncturel qui tend à répondre à un péril exceptionnel apparu aux sommets de l'Etat et du parti, à une menace, avivée par le contexte international, de changement profond de ligne politique sous l'influence d'une partie des dirigeants du pays ou bien ce risque provient-il du développement de contradictions inscrites dans la structure même de la société socialiste et trouvant leur prolongement dans les luttes politiques qui animent la vie du Parti ?

«De la juste solution des contradictions au sein du peuple»

Selon qu'il s'agit d'un cas de figure ou de l'autre, les réponses appropriées ne sont pas les mêmes. La Révolution culturelle semble bien correspondre au deuxième cas de figure. Pourtant, pour en arriver là, il aura fallu qu'en une dizaine d'années d'expérience d'édification socialiste — de 1957 à 1966 — beaucoup de représentations changent dans la définition du socialisme et des contradictions qui le définissent.

Après les événements de Hongrie de 1956, Mao Zedong rédige «De la juste solution des contradictions au sein du peuple». Tirant dans ce texte la leçon de ces événements, il distingue avec soin les différentes contradictions qui se font jour dans la société chinoise, leur nature spécifique — antagonistes, avec l'ennemi, au sein du peuple pour les autres — et prescrit des méthodes différentes pour résoudre ces contradictions selon leur nature. Il insiste sur la nécessité de bien distinguer les méthodes de persuasion des méthodes de contrainte, mais, de manière dialectique, il indique que des contradictions mal résolues peuvent changer de nature et primitivement non-antagonistes, devenir antagonistes. Toutefois, et à condition que de justes méthodes soient employées dans la résolution

des contradictions de la société socialiste, le socialisme peut se développer sans grands heurts. «Les vastes et tempétueuses luttes de classe, menées par les masses en période révolutionnaire, sont pour l'essentiel achevées», mais précise-t-il aussitôt, «la lutte des classes n'est pas encore complètement terminée». Les rapports de production socialistes sont déjà créés et ils correspondent au développement des forces productives, la superstructure correspond à la base économique, mais cette correspondance est imparfaite et des ajustements sont constamment nécessaires.

Si l'on résume et schématise la problématique de ce texte, on peut dire que l'édification socialiste accomplie sous une direction vigilante peut faire l'économie des grands mouvements révolutionnaires et contenir le développement des contradictions qui se font jour par l'emploi de justes méthodes. N'est-ce pas à la remise en cause de ce point de vue que correspond le déclenchement de la Révolution culturelle ?

Il y a, semble-t-il, une évolution sensible entre le point de vue de 1957 et celui de 1966, et cette évolution à quoi est-elle imputable ? A une déportation gauchiste de positions de Mao, comme on peut l'entendre aujourd'hui, ou à une profonde réévaluation de l'appréciation de 1957 sur la base de la pratique de l'édification socialiste elle-même ? En fait, et il en va de même pour d'autres, ce texte est tout à fait caractéristique de ce que représente, sur bien des points, l'approche marxiste-léniniste de Mao. D'une part, une continuité de la tradition marxiste de la III^e Internationale, d'autre part, sur tout un ensemble de questions une critique et un dépassement de cette tradition.

Une critique implicite des thèses stalinienne

Revenons à ce texte de 1957 : certes il envisage un développement relativement stable du socialisme, il met en lumière le rôle décisif de l'essor des forces productives et de

la modernisation du pays, il prévoit la disparition progressive de la lutte de classes, et en ce sens, il rejoint sur de nombreux points la vision du socialisme, telle qu'elle figurera par exemple dans le *Manuel d'Economie Politique* publié par les Soviétiques, mais dans le même temps, ce texte est profondément dialectique ; il distingue les différentes articulations de la société socialiste, réfute, malgré son pronostic positif, à l'ajustement mécanique de la superstructure à la base matérielle, des rapports de production aux forces productives, différencie les divers types de contradictions, met en lumière le rôle essentiel du politique dans la solution de ces contradictions. Et si l'on peut dire qu'il n'y a pas divergence flagrante entre les conclusions des Soviétiques à propos de la société socialiste et celles de ce texte de Mao en 1957, on peut tout aussi bien soutenir que la méthode d'analyse, la prise en compte du réel, les concepts nouveaux introduits dans cette évaluation de la société socialiste engagent une critique implicite des thèses stalinienne, qui ne fera d'ailleurs que se préciser. Ce sera bien sûr notre interprétation. Mao y reviendra lui-même dans les annotations critiques qu'il fait en 1960 du *Manuel d'Economie Politique* de l'Union soviétique (cf «Mao Zedong et la construction du socialisme», textes présentés par Hu Chi-Hsi. Collection Politique aux Editions du Seuil) et il avait déjà développé, en 1956, dans le texte «Sur les dix grands rapports», beaucoup de critiques explicites de la conception soviétique dans l'édification socialiste.

Il n'est pas dans notre propos, ici, d'analyser en détail toutes ces approches. La référence au texte très connu de Mao, «De la juste solution des contradictions au sein du peuple» a une fonction essentielle : comprendre comment, progressivement, sur la base de la Révolution chinoise, se forme une redéfinition de l'approche marxiste-léniniste, qui, partant des bases communes au Mouvement Communiste de la III^e Internationale, dans le moule même où se sont énoncées les représentations du socialisme qui

prévalent en Union soviétique, parvient à la lecture critique de ces représentations et à leur dépassement.

Aussi, la Révolution culturelle, qui sanctionne concrètement ce dépassement, tout en diffusant largement les textes de Mao, invite à une interprétation de ces textes. En est-elle l'aboutissement logique, y a-t-il un fil conducteur, qui, des premiers écrits de Mao à la circulaire du Comité central de 1966, permet de mettre à jour un développement systématique et parallèle du marxisme par rapport au développement, si l'on peut dire, qu'en avaient effectué Staline et la III^e Internationale, ou bien s'agit-il d'une bifurcation, à partir du même tronc commun, que le maoïsme opérerait dans les années soixante, à partir des leçons de la Révolution chinoise ?

L'affaire est d'importance et selon la manière dont on répond à cette question, il en va tout différemment de la mesure de l'approche fondamentale du marxisme-léninisme, que constitue la pensée de Mao Zedong.

La systématisation des leçons de la pratique de la révolution chinoise

En fait, la question est plus compliquée que cela. Ce que l'on appelle le système de la pensée de Mao Zedong, et qui n'est pas bien sûr le simple produit de l'imagination et de la pensée d'un grand réformateur du monde, mais la systématisation des leçons de la pratique de la révolution chinoise et l'œuvre du penseur collectif qu'est son parti dirigeant, présente, à notre avis, trois caractéristiques.

● D'une part, un vaste fond commun avec l'interprétation du marxisme propre à la III^e Internationale, la représentation des forces en lutte dans le monde, de la place de l'Union soviétique dans l'avancée de la révolution mondiale, les premières approches du socialisme et du système politique de la dictature du prolétariat, pour ne citer que ces grands points de référence, sont

largement influencés par cette inter-prétation. Au demeurant le rôle de l'Union soviétique et de Staline, malgré de graves divergences sur l'idée que s'était faite ce dernier du cours de la Révolution chinoise, est tout à fait important et constitue un référent très présent dans de nombreux textes de Mao. Il nous reste évidemment à apprécier comment il en aurait pu être autrement dans le cours concret de l'histoire du mouvement ouvrier de la première moitié du siècle et à peser avec sérieux, dans cette reconstruction nécessaire mais fragile de l'histoire, dans quel champ et avec quels acteurs, avec quelle logique et contre qui se formait une représentation du marxisme qui a aujourd'hui considérablement changé de statut.

C'est ce que nous tenterons plus loin.

● D'autre part, une redéfinition originale, neuve, fondatrice d'un ensemble de questions théoriques et politiques ainsi qu'une lecture plus conforme à la théorie réellement énoncée par Marx et Lénine, mais déformée par Staline, de tout un ensemble d'autres questions. Il n'est qu'à prendre un exemple suffisamment éclairant. Ouvrez le texte attribué à Staline, et qui figure dans la manuel d'histoire du PCB(r), intitulé «*Matérialisme dialectique et matérialisme historique*». Le chapitre

qui prétend rendre compte du matérialisme dialectique se présente comme un catalogue, un énoncé arithmétique des différents attributs du matérialisme et de la dialectique. Paradoxalement, c'est une vision complètement mécaniste de la philosophie marxiste qui s'y trouve développée. Staline arpente le champ couvert par cette définition, sans rendre compte, le moins du monde, de la logique interne, propre au système qu'il décrit. Prenez ensuite les textes de Mao : «*De la contradiction*» et «*De la pratique*». Non seulement, la méthode d'exposition est toute différente et révèle une assimilation profonde de la dialectique matérialiste, mais de nouvelles questions s'y trouvent développées ou esquissées. Développées, c'est le cas de la contradiction principale, de l'aspect principal de la contradiction par exemple ; esquissées, c'est vrai pour le thème de l'antagonisme dans la contradiction. Sur le plan philosophique, Mao qui y est contraint par la lutte nécessaire contre les tendances dogmatiques qui se font jour dans le parti, sous l'influence notamment de certains courants philosophiques soviétiques, rétablit et développe une compréhension dialectique de la réalité. Que ce faisant, il ne produise pas une somme impérisable, que certains de ses développements, notamment sur le caractère absolu

et relatif de la contradiction puissent être interrogés au vu des progrès de la science, quoi de plus évident et de plus logique, mais qui n'enlève rien à cette constatation.

Quant aux problèmes concrets posés à la Révolution chinoise comme celui de la guerre populaire, celui des alliances de classes et du front uni, celui de la démocratie nouvelle, Mao leur apporte une définition théorique dont chacun sait qu'ils marqueront, par-delà la Révolution chinoise elle-même, tout le cours de l'histoire de ce siècle avec l'essor et les victoires du mouvement de libération nationale dans le monde. Sur ces questions, pensée de Mao Zedong et développement du marxisme coïncident tout à fait.

● Ensuite, la troisième caractéristique correspond à un dépassement et à une critique des conceptions sur lesquelles Mao avait pu se fonder et que le cours de la révolution en Chine l'a incité à modifier et à reprendre.

Dépassement et précision, enrichissement du concept de parti léniniste. Les définitions du centralisme démocratique et des modes par lesquels se développent, une fois les principes définis, la ligne et l'orientation du Parti sont essentielles. Mao établit dialectiquement le lien entre le principe d'organisation du Parti, le centralisme démocrati-

que, et le processus de concentration des idées justes présentes dans les masses ; il définit ce faisant, la ligne de masse, qui décrit un système, pas nécessairement le seul système possible et efficace mais un nouveau système de relations entre parti et masse.

Dépassement et critique de la conception du socialisme. C'est là sans doute qu'à la fois, les attaches avec la représentation soviétique, stalinienne, du socialisme, sont les plus mal aisées à rompre, que les éléments de rupture sont les plus éclatants, à l'occasion de la Révolution culturelle, et que pour autant, les péripéties de cette révolution en sont un indice, on n'est pas parvenu à une définition systématique, à une théorie élaborée, de la poursuite de la révolution sous le socialisme. Là encore, comment pourrait-il en être autrement ?

Ces trois caractéristiques que l'on peut apercevoir dans le système de la pensée Mao Zedong et dans son développement nous laissent face à une question : en quoi cette approche fondamentale du marxisme fonde-t-elle les bases suffisantes d'une référence théorique indispensable à notre révolution socialiste ?

(à suivre)

Max CLUZOT

politique

SUITE DE LA PAGE 7

mique et sociale, comme sur l'indécision de sa politique extérieure. C'est le moment de ressortir le vieux thème gaullien de la planification. Mais il s'essaie également à des thèmes

plus novateurs, comme la redéfinition de l'équilibre des pouvoirs ou l'extension des compétences des collectivités locales, qui tranchent avec le présidentialisme et le centralisme caractéristiques de la tradition gaullienne — mais peuvent trouver un écho dans le moment où se développe de

toutes parts une critique du style monarchique de l'actuel hôte de l'Élysée.

La position dans laquelle se trouve aujourd'hui le RPR lui permet de jouer sur deux tableaux. Depuis que Chirac a quitté l'Hôtel Matignon, en août 1976, il donne de son parti l'image

d'une organisation semi-oppositionnelle, renforcée encore dans la dernière période par les échanges de suffrages qui se sont opérés aux législatives partielles entre RPR et PS. Cette image ambiguë peut lui permettre de faire face aux deux éventualités : celle d'une redéfi-

inition des rapports au sein de la droite, si Giscard est réélu, celle de la recherche, si Mitterrand passe, de convergences avec des socialistes qui ne sont plus liés au PCF. Pierre Messmer laissait entendre dimanche soir que, pour le second tour, le RPR «*ne choisirait pas la politique du pire*», comprenez qu'il voterait Giscard. Il semble effectivement difficile qu'il fasse autrement. On notera toutefois le domaine restreint dans lequel Messmer détermine des convergences avec la politique gouvernementale actuelle : il s'agit de deux points assez limités, la politique de défense et la politique énergétique (en particulier le programme électro-nucléaire). En dehors de ces points, la critique reste vive, tant sur la politique économique et sociale que sur la politique extérieure. Ce qui fait beaucoup.

Tout se passe en fait comme si les deux points de convergence annoncés servaient de justification, par avance, au désistement nécessaire pour Giscard, cependant que l'ampleur des thèmes de divergence servirait à expliquer de mauvais reports, si ceux-ci aboutissaient à un échec de Giscard. Et il n'est pas certain qu'une réélection de Giscard soit pour le RPR le meilleur cas de figure ; celui-ci ne manquerait pas alors de poursuivre ses entreprises de laminage, déjà bien entamées sous le septennat qui s'achève.

Condamnés à la marginalité

Les candidatures Debré et Garaud peuvent-elles gêner Chirac ? Il semble que leurs appuis soient trop minces pour qu'ils puissent sérieusement menacer le maire de Paris.

C'est évident pour Marie-France Garaud, qui ne dispose du soutien d'aucun élu du RPR, ni du moindre appareil militant. Il n'est en fait même pas certain qu'elle puisse recueillir les cinq cents signatures nécessaires à une candidature effective.

Michel Debré, qui a, pour l'instant du moins, le soutien d'une trentaine de députés, n'aura pas un tel problème, et il ne fait guère de doute qu'il pourra se présenter, qu'il décide de maintenir sa candidature. Deux faits le handicapent toutefois.

D'une part, l'hétérogénéité

de la coalition qui le soutient. Des gaullistes de la première heure garants du passé comme Pierre Lefranc, président de l'Association nationale d'Action pour la Fidélité au général de Gaulle, ou même membres de la famille, comme Jean de Gaulle ou Jacques Vendroux. Des gaullistes de gauche, comme Léo Hamon ou Jean Charbonnel (ce dernier ayant tout récemment fait faux bond à Chirac) : ces personnalités qui, dans un passé encore récent, avaient été proches des socialistes en côtoient d'autres qui sont à la lisière de l'extrême-droite, comme Pierre de Bénouville. Les «gaullistes historiques» comme Guichard ou Chaban-Delmas ne brillent pas, à l'inverse de leur poulain, par un anti-giscardisme très virulent. Chez ces derniers, la

volonté de gêner Chirac semble même l'emporter sur un accord avec les thèmes de campagne de Michel Debré : Chaban-Delmas doit la monnaie de sa pièce à Chirac, qui l'avait combattu en 1974 aux côtés de Giscard. Ce sont des motivations identiques qu'il faut sans doute chercher chez un Guéna, démissionnaire de la direction du RPR.

Outre le caractère hétéroclite des soutiens du député de la Réunion, un facteur de fragilité non négligeable tient en l'absence de soutien de l'appareil militant du RPR, qui sera tout entier mobilisé aux côtés de Jacques Chirac. Ce qui lui créera des difficultés pour continuer à se présenter comme «*le meilleur rassembleur des gaullistes*». On n'a jamais vu en effet quelqu'un se couper de l'appareil RPR

sans se marginaliser politiquement, comme c'est déjà le cas des Garaud, Juillet et Guéna. Dans ces conditions, il est prévisible que les sondages, déjà mauvais pour Michel Debré, le deviendront encore davantage.

C'est alors que ses soutiens pourraient bien s'effriter. Il est en effet peu probable que des gens soucieux de leur avenir politique s'engagent jusqu'au bout avec un candidat par trop marginal. Déjà, le soutien d'un Chaban-Delmas — qui ne figure pas dans le comité de soutien de Debré — s'est fait plus discret.

Si trop de défections se produisaient, Debré serait bien obligé d'en tenir compte, quelle que soit sa résolution actuelle à maintenir sa candidature.

REAGAN MENACE

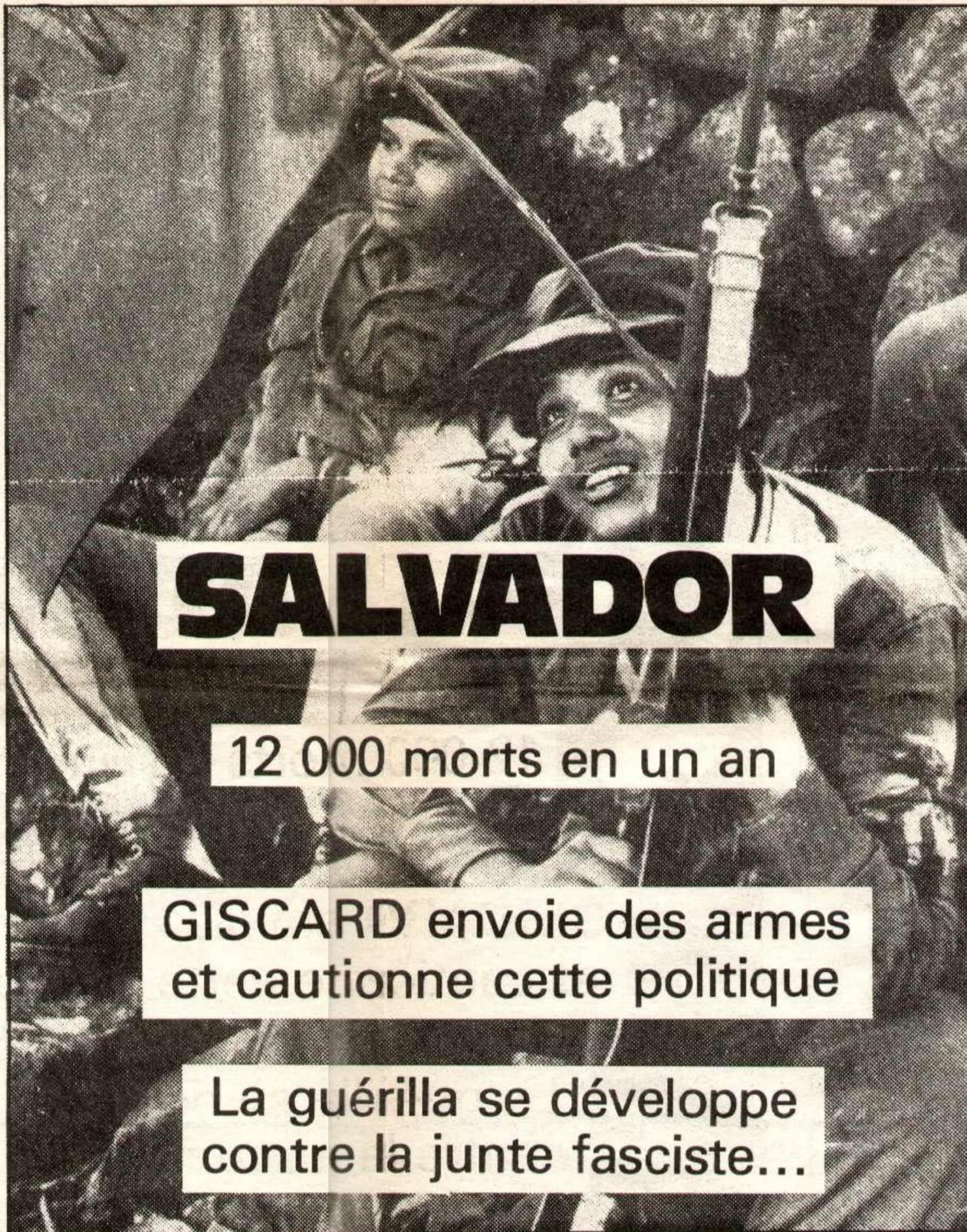
D'INTERVENIR ENCORE
PLUS DIRECTEMENT
CONTRE LES PEUPLES
D'AMERIQUE DU CENTRE

En appuyant
les bourreaux fascistes d'Argentine,
le Chili de Pinochet,
les dictatures d'Uruguay,
du Paraguay, de Bolivie,
le Brésil des «escadrons de la mort»

**REAGAN CHERCHE
A REAFFIRMER
LA DOMINATION
DES ETATS-UNIS**

sur l'ensemble du continent

PCR



SALVADOR

12 000 morts en un an

GISCARD envoie des armes
et cautionne cette politique

La guérilla se développe
contre la junte fasciste...

CONTRE L'IMPERIALISME
NORD-AMERICAIN,

DEFENDONS
LE DROIT DES PEUPLES
D'AMERIQUE CENTRALE
ET D'AMERIQUE
DU SUD
A DISPOSER
DE LEUR SORT

**SOLIDARITE
AVEC LEURS
LUTTES**

Parti Communiste Révolutionnaire

CONTESTATION AU 38^e CONGRES DE LA FGM-CFDT

Le vent de la contestation qui avait soufflé sur Brest au congrès confédéral de 1979, s'est à nouveau fait sentir à La Rochelle, à côté du port, où se tenait le 38^e congrès de la fédération de la métallurgie CFDT rassemblant près d'un millier de délégués. «Rien à voir avec Strasbourg, ville où s'était déroulé le précédent congrès», commentaient les participants.

Il est vrai que durant ces dernières années, la métallurgie CFDT a été confrontée à de nombreux problèmes : les licenciements dans la sidérurgie et les négociations qui se sont ensuivies sur la Convention sociale ; les négociations sur la RAG, (salaire annuel garanti) ; les négociations sur la réduction du temps de travail, à propos desquelles le secrétariat national de la FGM était parmi les plus engagés pour la signature d'un accord, empêché de justesse par une levée de boucliers de syndicats de base lors de la consultation confédérale.

Enfin, le changement de décor politique depuis l'échec de la gauche en 1978 et sa désunion,

les coups de boutoir de la CGT ne pouvaient être sans conséquences sur l'activité de l'ensemble de la fédération pendant ces trois années.

Des critiques de fond

C'est sur ces sujets que de vives contestations se sont exprimées. Les sidérurgistes notamment ont vivement impressionné, par leur comportement décidé bien que porteurs de contradictions profondes. Forts de leur lutte, ils désavouaient dans leur majorité l'attitude de la fédération. A Longwy, on s'étonne de ne rien voir citer de

leur lutte dans le rapport ; à Fos-sur-Mer, on exige que les négociations au sommet ne se désolidarisent plus désormais des luttes à la base.

A Belfort non plus on n'a pas digéré que des négociations s'engagent au niveau national alors même que la section d'Alstom, en long et dur conflit, n'était pas au courant.

Toutes ces critiques assez dures s'exprimèrent dans le vote du quitus qui sanctionna l'activité des trois ans passés : 73 % se prononcèrent pour, alors qu'à Strasbourg ils étaient 88,1 %. D'autre part, dans la discussion de la résolution, le conseil fédéral fut carrément battu en voulant rehausser le taux de cotisation fédérale à 0,8 % ; les congressistes imposèrent qu'il reste à 0,75 % ! Ils décidèrent aussi, comme le proposait le syndicat de Nantes, contre l'avis de la majorité du conseil fédéral, de rejeter toute idée d'horaire annuel.

Mais ces débats ne furent pas tous abordés de face, et d'autres furent même carrément évités, tel que celui, pourtant important sur l'unité d'action avec la CGT, et ceci malgré les très nombreux amendements déposés. Cependant, si ce débat ne fut pas sanctionné par un vote, il fut mené par de nombreux congressistes, et d'abord par le rapporteur. Critiquant l'attitude de la métallurgie CGT qui avait refusé pour la première fois depuis 10 ans de participer aux travaux, celui-ci déclarait : «Quoi qu'ils auraient pu entendre ici, quoi qu'ils aient eu à nous dire, ils devaient parler à ce congrès».

Alors que plusieurs intervenants soulignaient que la fédération portait une responsabilité par ses ambiguïtés dans la désunion, peu ont soutenu ce délégué qui prônait la loi du Talion avec la CGT. Par contre, tout le monde s'est mis d'accord pour ne pas se laisser faire et l'attitude de lutte, de fermeté des grévistes de Dufour et de Manufrance fut ovationnée.

L'exemple polonais

Edmond Maire, dans son intervention, dépassa sans doute un peu le congrès quand il proposa «de reconstruire une unité d'action pluraliste et con-

flictuelle, de s'attacher à des objectifs concrets, ne pas l'imposer de haut en bas mais de la nouer à tous les niveaux en face des interlocuteurs précis», «le moment n'est-il pas venu d'écartier tous les préalables politiques et idéologiques et de nous rassembler dans une action concrète pour combattre le chômage et les inégalités ?».Poursuivant dans cette idée, il faisait un parallèle avec l'action des travailleurs polonais : «Pour la CFDT, il est temps que ce moment vienne. Ce que Solidarité a fait en Pologne dans des conditions autrement plus difficiles que les nôtres ; ce que Solidarité a fait en rassemblant dans un mouvement de masse, sans égal, dans une mobilisation profonde et tenace, la grande majorité des travailleurs, des démocrates chrétiens aux socialistes laïques en passant par un bon nombre de militants communistes de base, ce que Solidarité a fait, pourquoi ne le ferions-nous pas en France ici et maintenant ?»

L'élection de la nouvelle direction manifestait bien les contradictions accumulées : le secrétaire fédéral Granger arrive dans le peloton de queue dans l'élection du secrétariat national. Plus significatif encore, il n'obtint que 38 voix sur les 56 du conseil fédéral, alors que son second Louis Maurice en compte 48.

Accord sur la politique internationale

Par contre un accord bien plus large existe sur la politique internationale sur laquelle la FGM met fortement l'accent. Une très large place y a été donnée par la présence des quatre représentants de Solidarité : Zlotkowski, Lampasiak, Jurzyck et Switck, à qui la CFDT de l'automobile a remis une R 5 et une 104.

D'autre part, une soirée internationale s'est déroulée, au cours de laquelle étaient dénoncées les deux superpuissances, la politique des multinationales, les activités de l'impérialisme français, notamment en Afrique du Sud. La nécessité de construire l'Europe des travailleurs fut discutée et des exemples concrets furent apportés comme celui des

sidérurgistes lorrains qui ont accueilli pendant la grève des sidérurgistes anglais et leurs enfants. L'accent très fort mis sur ce travail international et sur la construction de l'Europe des travailleurs notamment par la FEM (branche métallurgie de la CES, Confédération européenne des syndicats) montrait l'importance de cette tâche sans que cependant on voit très nettement quels sont les atouts qui permettraient à la FGM d'influencer positivement la social-démocratie européenne fortement implantée dans cette structure.

Enfin, à la tribune même du congrès, des congressistes immigrés ont dénoncé violemment mais sans sectarisme, la politique suivie par le PCF vis-à-vis de l'immigration.

Evolutions possibles

Ainsi, ce congrès a quand même rassuré ceux qui pensaient que toute critique était à jamais marginale dans la FGM, et que la fédération resterait l'inébranlable incamération de l'application la plus droitnière de la resyndicalisation. Il a aussi rassuré ceux qui pensaient que la baisse des adhérents, la crise, la politique de blocage de Barre, la division de la gauche et les attaques de la CGT et du PCF, conduiraient la FGM de plus en plus sur la voie de la concentration de type FO.

Par contre, un bilan des luttes des sidérurgistes n'a pu faire apparaître de façon claire les moyens que la fédération devra prendre pour éviter les vagues de licenciements qui menacent l'automobile, la téléphonie...

La résolution action rappelle : «Les initiatives d'action doivent être prises à tous les niveaux et d'abord au niveau de l'entreprise» et envisage des coordinations par branches à partir des actions à la base. Rien de très nouveau en fin de compte, et la volonté d'action, l'impulsion de l'action ne sont toujours pas le trait dominant de la politique FGM ! Cela dit, l'état du débat et l'importance des contradictions à tous les niveaux commandent d'être attentifs aux évolutions possibles de la métallurgie CFDT.

Correspondant



Congrès de l'UD-CFDT de Paris

DISCUSSION FRANCHE SUR LES PROBLEMES DE FOND

Le cinquième congrès de l'UD Paris avait fait l'objet d'une préparation très sérieuse de la part des syndicats : pas moins de deux cents amendements proposés ; pour l'essentiel le débat s'est organisé autour de trois thèmes importants :

- la prise en charge des travailleurs hors-statuts
- le rôle de l'interprofessionnelle
- l'unité d'action.

L'unité français-immigrés au cœur de l'action des cédétistes parisiens. Ici, un meeting de solidarité avec les travailleurs immigrés.

SUR le point central de l'activité de l'UD de Paris, qu'est la prise en compte des hors-statuts depuis 3 ans existe un large accord des syndicats, accord fondé sur une pratique réelle dans ce domaine : les succès importants des nettoyeurs du métro et des travailleurs turcs de la confection, largement connus par la résonance nationale de ces luttes, ne doivent pas faire oublier d'autres succès rapportés au Congrès : victoire récente des nettoyeurs de Renault-Lardy qui ont obtenu l'intégration dans l'entreprise utilisatrice, succès de la grève contre les licenciements des vacataires Barre au ministère des Affaires sociales, intégration de 10 intérimaires et titularisation de 120 auxiliaires à la caisse d'Épargne de Paris, suite au dernier conflit.

Si l'axe prioritaire de travail en direction des travailleurs les plus exploités, les moins protégés est bien passé dans la vie, reste à résoudre plusieurs problèmes. Faut-il réclamer l'intégration immédiate dans le statut ou définir des revendications intermédiaires ? Faut-il se battre pour des conventions collectives spécifiques pour les travailleurs intérimaires ou ceux de la sous-traitance ? C'est bien l'objectif d'intégration à l'entreprise utilisatrice

que propose le congrès en retenant l'amendement des banques : «*Défendre et élargir les garanties collectives à partir des situations les plus favorables, résultats des luttes de la classe ouvrière.*»

Rôle de l'interprofessionnelle

Dans la conjoncture de crise actuelle, a rappelé Marie-Noëlle Thibaut (secrétaire sortante de l'UD), l'interprofessionnelle a un rôle stratégique qu'il faut renforcer, car l'introduction de nouvelles technologies et l'évolution des statuts rendent plus mouvantes les frontières entre les branches professionnelles et les syndicats doivent se méfier d'un repli sur eux-mêmes et d'une possible marginalisation à l'égard de ces problèmes. Le rôle d'impulsion de l'UD pour la prise en main de l'action des hors-statuts montre bien la nécessité de renforcer l'interprofessionnelle.

Plusieurs syndicats et UL interviendront sur ce thème, en particulier l'UL 19^e et 20^e qui montreront comment un travail intéressant de lutte contre le chômage a commencé à s'organiser dans leurs arrondissements

malgré des moyens militants limités des UL CFDT et un soutien insuffisant de l'UD. La création d'une commission chômage, l'élaboration d'une plateforme revendicative pour les chômeurs, ainsi que la possibilité de syndiquer les chômeurs au niveau des UL et UD, toutes ces propositions présentées par le SGEN sont maintenant intégrées au plan de travail de l'UD.

Quelle unité d'action ?

Sur le problème épineux de l'unité d'action CGT-CFDT, le congrès n'a semble-t-il pas fait beaucoup avancer les choses. Rappelant le soutien de l'UD CGT du Val-de-Marne a finalement apporté à l'action du PCF contre les travailleurs maliens de Vitry, la secrétaire de l'UD en début de congrès mettait l'accent sur la cassure profonde et durable existant actuellement entre les deux centrales. Elle proposait de tisser autour de la CFDT un réseau d'alliances avec diverses associations professionnelles et culturelles sur des questions précises comme le racisme en particulier, pour arriver à des mobilisations beaucoup plus massives qui pourraient

alors obliger la CGT à revoir ses positions. Malgré l'appel à un large débat sur ce point, on peut regretter le silence de nombreux syndicats face à cette question difficile. (Ainsi l'USAT s'est contentée de dire que l'unité d'action CGT-CFDT est toujours nécessaire mais qu'elle est actuellement impossible). Un amendement, un seul, avait cependant le mérite de tenter une autre démarche que celle de bloc à bloc à l'égard de la CGT, c'est la proposition du syndicat des Affaires sociales «*d'une unité sans préalable et construite sur la volonté largement partagée par les travailleurs de riposter efficacement aux attaques du patronat et du gouvernement... à travers les luttes locales...*». Cette démarche du syndicat des Affaires sociales n'ayant recueilli qu'un bon tiers des mandats ne sera donc pas retenue par le congrès.

Un climat de franche discussion

Au terme du cinquième congrès de l'UD de Paris, deux choses méritent d'être soulignées : une série de mesures concrètes largement discutées

par les syndicats dans la préparation du congrès viennent sanctionner et renforcer trois années de pratique offensive sur le terrain des hors-statuts, du chômage et de l'immigration et devraient permettre de développer une syndicalisation massive en direction des couches les plus exploitées.

D'autre part, un climat de franche discussion a prévalu durant ce congrès, n'écartant aucune question de fond. Ainsi, à l'amendement du SGEN (rejeté par le congrès) qui tirait un bilan trop rapide et très négatif de la CFDT pendant ces douze dernières années dénonçant particulièrement le recentrage comme «*s'inscrivant dans la même logique que les erreurs passées*», chasse au gauchistes, méfiance à l'égard des luttes dures au profit de solutions électoralistes), la secrétaire de l'UD répondra en ouvrant le débat à des questions politiques essentielles : pourquoi la faillite des grands partis de gauche, mais aussi des organisations d'extrême-gauche ? Au-delà d'une autocritique partagée sur l'électoralisme de la CFDT, il y a lieu en effet de réfléchir sur ces questions de fond.

CORRESPONDANT

Pour le Socialisme - 13

LE «SEUIL DE TOLERANCE» A-T-IL UN FONDEMENT SCIENTIFIQUE ?

Interview de Véronique de Rudder, sociologue au CNRS

«Quand il y a trop d'immigrés, cela crée des problèmes»; voilà, exprimée en langage courant, la définition d'une notion malheureusement trop répandue: le seuil de tolérance. Spécialiste de la question, Véronique de Rudder, sociologue membre de l'équipe de Recherche sur les Migrations Internationales, nous explique d'où la notion tire son évidence et quels sont les usages sociaux du seuil de tolérance. Membre du MRAP, elle s'inquiète aussi de la campagne menée par le PCF contre la «concentration» des immigrés dans les communes qu'il gère.

Propos recueillis par Didier DELORME



Parler d'«immigration sauvage» permet de masquer la réalité d'une immigration qui, pendant des années, s'est inscrite dans la rationalité économique.

► Avec l'affaire de Vitry et ses prolongements, les références à la notion de «seuil de tolérance aux étrangers» se sont multipliées. Quel crédit accorder à cette notion ?

En apparence sa signification est assez simple. L'idée de base est la suivante: à partir d'une certaine proportion d'étrangers au sein d'une population nationale supposée homogène, il y aurait des réactions de rejet. C'est un peu comme si la société, fonctionnant comme une structure organique, avait des réactions de type immunologique et ne pouvait admettre sans rejet trop d'implants issus d'autres corps sociaux.

Il faut ajouter que le terme de «seuil» ramène les questions à une simple évaluation quantitative. Il y aurait ainsi une proportion, peut-être pas absolue, à partir de laquelle les problèmes changent complètement de nature et la situation tourne à la catastrophe.

Le seuil de tolérance, c'est aussi une norme technocratique drapée de l'alibi scientifique, une norme de gestion de la population appliquée à l'habitat, l'école à tout ce qui concerne la reproduction de la force de travail. Malgré la crise, on ne parle pas de seuil de tolérance pour l'emploi. C'est une manière de dire que les immigrés sont là pour produire à la chaîne, dans le bâtiment, etc. Cependant,

avec le développement du chômage et dont l'accroissement de la concurrence entre Français «destabilisés» et les immigrés dont la situation a toujours été précaire, on pourrait évoquer la notion de seuil à l'embauche.

► Quelles études ont été menées sur cette relation entre la proportion d'immigrés et l'aggravation des tensions entre différentes communautés ?

A proprement parler aucune étude n'a été faite sur ce sujet. Aux USA des recherches ont porté sur les révoltes dans les ghettos, sur la formation des ghettos noirs en particulier, et sur la ségrégation. C'est probablement de là que vient la notion de seuil de tolérance. En France, quelques études ont été menées sur les opinions. Une seule à ma connaissance s'intéresse directement aux réalités sociales. Les auteurs de cette excellente étude ont examiné, mais pas du tout en termes de seuil de tolérance, les tensions ou les équilibres à l'œuvre, en présence ou à l'arrivée des immigrés.

Les grandes enquêtes de l'INED (Institut National d'Études Démographiques), très contestables dans la formulation de leurs questions, plutôt de nature à diffuser la notion de seuil, concluent que l'opinion des gens vis-à-vis des étrangers n'a pas de rapport avec la proportion de ces

derniers dans la population locale. «Il n'y a pas de relation statistique rigoureuse entre attitudes et pourcentage d'étrangers» affirment deux spécialistes de l'INED.

► Si cette notion de seuil de tolérance n'a aucun fondement scientifique, qu'est-ce qui lui donne un caractère d'évidence ?

Cela ne joue pas au niveau des opinions car le racisme peut exister même en l'absence d'étrangers. Des sociologues américains ont fait classer par ordre de sympathie une dizaine d'ethnies, dont une inventée pour la circonstance. Dans leurs réponses les gens classaient toujours cette ethnie fantôme sans poser la question de son existence: on peut donc toujours s'inventer des étrangers.

Cela dit, il ne peut se produire des tensions entre Français et immigrés que là où se trouvent des immigrés — c'est évident. Mais il n'y a pas de seuil, c'est simplement lorsque le groupe «étranger» est perçu comme pouvant former une force sociale, que les heurts peuvent se produire. Cela n'est pas une question de nombre ou de proportion, il s'agit du problème des représentations que les groupes sociaux se font d'eux-mêmes et de leur avenir. Dans un grand ensemble, il suffit qu'arrivent deux familles considérées com-

me étrangères, et donc souvent surexploitées, pour que des gens y voient une atteinte à leur statut social, et ce d'autant plus qu'ils sont menacés dans leur emploi par exemple. C'est que qu'on appelle au USA le racisme «petit-blanc».

► Comment expliquer ces réactions de rejet si la notion de seuil n'en rend pas compte ?

Plusieurs mécanismes sont à l'œuvre. Comme je viens de le préciser, la source réelle du conflit tient moins souvent à la quantité d'étrangers qu'à l'altération de l'image que les habitants ont et veulent donner d'eux-mêmes.

L'explication des conflits est aussi à rapporter à toute une série de particularités locales, à savoir: au sein de quelle population initiale ont été implantés les immigrés, quels étaient les tensions vécues par cette population avant l'arrivée des immigrés, quel a été le rythme de cette implantation, etc? Les réactions de rejet risqueront d'être beaucoup plus fortes si les immigrés sont arrivés d'un seul coup que si Français et immigrés se sont installés en même temps. Enfin, les types de catégories socio-professionnelles en présence constituent des facteurs déterminants. Souvent les gens admettent la présence des immigrés en France pour autant qu'ils

occupent des emplois inférieurs, et ne les supportent comme voisins de paliers que s'ils leur apparaissent comme leur égal. On n'a jamais entendu parler de seuil de tolérance au lycée international de Saint-Germain-en-Laye.

A cette multiplicité de facteurs il faut ajouter le racisme violent des «minorités agissantes» et les positions du PCF peuvent avoir pour effet idéologique de multiplier les interventions de ces groupes.

Les mécanismes de rejet de la population étrangère sont donc connus, mais on ne sait pas comment ils s'articulent les uns aux autres, il n'y a pas de hiérarchie entre eux. Ou tout au moins aucune étude ne permet de l'affirmer.

► Quelle est la fonction sociale de ce seuil de tolérance ?

Cette fonction est multiple. D'abord cette notion fait apparaître les Français comme un corps social homogène, ce qui escamote tous les conflits internes à la société française, toutes les divisions entre classes, entre hommes et femmes, etc. Même si cela n'empêche pas le racisme, le peuple américain a une représentation composite, pluri-ethnique de lui-même. Les Français oublient qu'ils constituent eux aussi une communauté composite: la France a absorbé, non

sans difficultés, de nombreuses immigrations. Pendant l'entre-deux-guerres, dans la Nord et dans l'Est il y a eu des grèves contre les immigrés accusés de «casser les salaires».

Cette notion, comme le terme «d'immigration sauvage» fait passer l'immigration pour un phénomène anormal, une invasion. Cela permet de masquer la réalité d'une immigration qui, pendant des années, s'est inscrite dans la rationalité économique du recrutement d'une main-d'œuvre étrangère par les entreprises françaises. En formulant les problèmes des relations entre communautés étrangères en termes purement quantitatifs, cette notion masque tout ce qui forme leur contexte dans leurs conditions sociales. De ce fait, elle sert à désigner un bouc émissaire.

Le seuil de tolérance sert encore à tenter de réduire les travailleurs immigrés à la seule force de travail qu'ils représentent et à limiter le prix de la reproduction de cette force. Cela permet de limiter l'accès de certains d'entre eux aux logements sociaux, au nom de leur différence, ici énoncée sous forme de leur inadéquation à ce mode d'habitat. De plus le seuil justifie l'existence de logements spécifiques (foyers, cités de transit...). Ainsi, parce qu'ils seraient inadéquats, les immigrés ont des logements spéciaux et parce qu'ils vivent dans ces logements, ils ne peuvent s'adapter.

Enfin, en donnant une caution scientifique à quelque chose qui apparaît comme naturel et irréversible, le seuil de tolérance empêche Français et immigrés de percevoir ce qui peut les unir. Parler de seuil c'est naturaliser et durcir le clivage entre Français et immigrés, alors qu'il y a des groupes d'immigrés et des groupes de Français. C'est en cela que la notion est raciste.

► Jusqu'à présent la référence à cette notion n'était guère le fait que de la droite. Or récemment le secrétaire général du PCF affirmait à propos de «la concentration d'immigrés dans les municipalités communistes», «la cote d'alerte est atteinte». En quoi cette image n'a-t-elle



On ne parle pas de «seuil de tolérance» dans les usines.

rien à voir avec la notion de seuil de tolérance ?

Il est possible qu'une cote d'alerte soit atteinte pour le budget social de certaines communes. En période de crise, il peut y avoir impossibilité de gestion à un moment donné. Mais cela n'a rien à voir avec la présence des immigrés ou non. La plupart des immigrés font partie des classes défavorisées et bon nombre d'entre eux ont des familles nombreuses, ce qui accroît les charges de la commune, mais il s'agit là d'un problème social. Evoquer les problèmes des communes, en disant qu'à partir d'une certaine concentration d'immigrés la «cote d'alerte est atteinte», cela revient à parler de seuil de tolérance. Les communes PCF ne se sont jamais plaintes d'être des communes ouvrières.

► Cette prise de position par un parti de gauche, ne risque-t-elle pas de développer des réactions racistes

jusqu'à là contenues par l'effet de «bonne conscience» ?

Cela aura un effet de radicalisation. Une partie de la base sociale du PCF va s'éloigner de celui-ci. La prise de position du PCF n'est pas électoraliste en ce sens qu'il va perdre des voix. En revanche elle conforte le chauvinisme d'une partie de la population. Bon nombre de personnes, et pas seulement dans les municipalités PCF, déclarent : «Si même les communistes disent qu'il y a trop d'immigrés, alors c'est que c'est vrai».

Les municipalités PCF pourraient poser le problème de leurs ensembles sociaux qui se dégradent, de leurs charges sociales trop lourdes. Elles ont de vrais

problèmes à mettre au grand jour, mais qui ne sont liés à la présence des immigrés que dans la mesure où ces derniers font partie des couches les plus défavorisées. En général, je pense qu'il vaut mieux que les forces sociales poussent à l'autocensure plutôt qu'à la libéralisation des discours racistes.

► Le PCF propose «une répartition équitable des immigrés entre le territoire de toutes les communes». Cette mesure n'est-elle pas totalement impropre à résoudre les problèmes posés par les réactions de rejet des immigrés ?

On croirait qu'il s'agit de se

répartir équitablement un fléau. C'est un peu du Raymond Barre demandant aux Français de se serrer les coudes pour supporter la crise. Le slogan devient ici : «Tous unis pour supporter les immigrés». La mesure en elle-même n'a guère de sens : les immigrés ne sont pas implantés au hasard. Ils habitent là où ils ont du travail ou là où les loyers sont abordables. De plus cela pose le problème de l'autonomie des immigrés, de leur constitution en minorité ethnique, religieuse ou nationale.

Enfin, l'éparpillement des immigrés, ne résoudrait rien quant aux réactions racistes. Cela supprimerait peut-être des problèmes de cohabitation : certains ne s'exclameraient plus : «On n'est plus chez nous».



international SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE DU SALVADOR

« N OUS étions vingt-mille samedi dernier à Hambourg. Selon l'ambassadeur américain, c'était peu, moins que pendant la guerre du Vietnam. Alors la prochaine fois, nous serons 100 000 ! ».

C'est par cet appel à la poursuite de la solidarité avec la lutte du peuple d'El Salvador que le représentant du Front Démocratique Révolutionnaire termina son intervention au meeting organisé le vendredi 6 février à Paris par les Centrales Syndicales uruguayenne (CNT), bolivienne (COB) et chilienne (CUT). Le meeting a permis de juger l'audience de la lutte salvadorienne.

Et cela ne s'arrêtera pas là : le 19 février est organisé un gala de solidarité à la Mutualité, le 25 février une manifestation pour protester contre l'aide américaine et le 20 mars «6 heures pour le Salvador et l'Amérique Centrale», 6 heures qui doivent être un temps fort de la mobilisation.

Partout se créent des regroupements pour informer, collecte des fonds, dénoncer le soutien diplomatique et militaire français. Pour cela, le comité Salvador* diffuse :

- de nombreuses affiches (10 F chacune)
- des cassettes de musiques de J. W. Armijo
- un montage-diapo

- un film de F. Diamant *El Salvador : la Révolution ou la mort*

- des photos pour réaliser des panneaux

- un bulletin du comité (3,50 F)

et en collaboration avec les comités Guatemala et Nicaragua le journal *Amérique Centrale en Lutte* (3 F)

Y.K.

* Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador, 45 bis, rue de la Glacière 75013 Paris
Permanence téléphonique de 9 h à 13 h au 555 - 25 - 54

«Si vous voulez vivre dans un pays indépendant, si vous ne voulez pas être gouvernés par ceux qui veulent le retour des jours sinistres, grâce au mensonge, à la tricherie, à la calomnie, à la diffamation, à la prison et à la torture, alors, n'ayez peur de rien»

Cette déclaration, répondant aux incessantes attaques des religieux du Parti Républicain Islamique émane de Bani Sadr lui-même qui a entrepris une tournée de meetings à travers le pays et rassemble à chaque occasion des foules importantes.

Par ailleurs, des affrontements armés se produisent de plus en plus souvent entre «gardiens de la Révolution» et «Moudjahidines du Peuple». Signes manifestes que les tensions s'aiguisent entre les différentes forces qui, il y a deux ans, avaient concouru à la défaite du Shah. Les appels à l'unité et à la discussion entre les parties concernées, lancés par l'Ayatollah Khomeiny, semblent bien impuissants à éviter que ces dissensions ne conduisent à de plus graves affrontements.

Ceci, alors que la guerre s'enlise à la frontière irakienne, que la situation paraît loin de se régler au Kurdistan, que, dans un autre ordre d'idées, les mouvements de protestation pour la réouverture des Universités, pour le droit de participation politique dans les lycées continuent de se développer... Nous avons interviewé trois militants du «Ranjbaran», Parti du Prolétariat Iranien, qui nous donnent le point de vue de leur Parti sur la nouvelle situation iranienne.

«ABATTRE LE GOUVERNEMENT RADJAI ET METTRE EN PLACE UN GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE»

Une interview de représentants de «Ranjbaran», parti du Prolétariat Iranien

Propos recueillis par Frédéric FERRER

► La guerre Iran-Irak, qui se poursuit depuis plusieurs mois a-t-elle amené des éléments nouveaux dans la situation interne à l'Iran ?

Daria : Au début de la guerre, nous avions espéré que les gens qui monopolisent le pouvoir actuellement en Iran, cesseraient leurs attaques contre les autres forces qui ont concouru à la défaite du Shah, qu'une véritable union nationale se réaliserait.

En fait, ce n'est pas ce qui s'est passé et les contradictions se sont encore plus avivées entre d'une part les religieux du Parti Républicain Islamique et leurs alliés et d'autre part le président Bani Sadr et toutes les forces qui sont derrière lui. Les monopolistes du pouvoir ont intensifié leurs attaques contre toutes les autres forces politiques, y compris contre des fractions islamiques rivales. Ils se sont de plus

en plus éloignés des trois principes qui s'étaient dégagés de la lutte contre le Shah (indépendance, liberté, justice sociale) et se sont complètement détachés de la Révolution, en tendant vers la dictature.

Haleh : Face à cela, notre point de vue est qu'il faut promouvoir une grande union nationale rassemblant les trois grandes tendances de la révolution démocratique : l'islam combattant (dont nous pensons que fait partie l'imam Khomeiny, les nationalistes progressistes (avec l'ex-premier ministre Bazargan) et les diverses composantes du socialisme révolutionnaire.

Par ailleurs, aux trois principes déjà cités que nous avons mis en avant, nous avons ajouté les revendications de progrès et d'unité, en opposition à la politique régressive et de division des monopolistes du pouvoir.

► Vous qualifiez les inté-

gristes religieux de «nouveaux dictateurs». Où en sont aujourd'hui les libertés démocratiques conquises contre le Shah ?

Daria : C'est simple, il y a un an le peuple votait une constitution ; aujourd'hui elle est ouvertement violée, la liberté de presse et la liberté d'association sont de plus en plus formelles. Par exemple, la constitution précise que les ministres ne peuvent être désignés qu'avec l'accord du président ; or le ministre des Affaires Etrangères et celui de l'Economie participent au gouvernement sans l'accord de Bani Sadr qui, rappelons-le a eu le soutien d'une large majorité du peuple.

La constitution interdit toute forme de torture ; il y a aujourd'hui de nombreux prisonniers politiques qui la subissent, depuis le fouet jusqu'à toutes sortes de tortures physiques et morales. Même des Moudjahidine ont été assassinés.

Le député non-inscrit de Anzali est empêché d'exercer son mandat, sous l'accusation fallacieuse d'avoir provoqué des troubles dans sa ville. Cinquante sièges de députés sont restés vacants et le gouvernement se refuse à organiser des élections partielles, de peur de les perdre.

Les libertés remises en cause

Sur le plan de la liberté d'association, la plupart des bureaux, ouverts par les partis politiques pendant la période de liberté qui a suivi la chute du Shah, ont été envahis et fermés par des groupes paramilitaires. Le dernier en date de nos locaux, situé à Rachat, a été fermé et trois de nos camarades ont été arrêtés. L'un d'entre eux n'a pu s'enfuir que grâce à l'appui de la population.

Pour ce qui est de la presse, plusieurs journaux ont été interdits. Même ceux qui sont autorisés peuvent être saisis, sans ordre ni autorisation quelconque, par des groupes paramilitaires comme les «gardiens de la Révolution», ou les «Moudjahidines de la Révolution islamique». Toutefois bien des journaux continuent de paraître de façon clandestine. C'est le cas de *Modjahed*, l'organe des Moudjahidine du Peuple interdits depuis six mois, sous l'accusation d'être composés de «faux musulmans». Sa vente sur la place publique ne peut pas durer plus de dix minutes, les diffuseurs étant aussitôt agressés par des pasdaran ou d'autres fanatiques. De même *Haghighat (Vérité)*, journal de l'organisation communiste d'Iran ne peut paraître que clandestinement.

► Comment se présente alors la situation au niveau des médias ? Quels sont



«Au début de la guerre Irak-Iran, nous avions espéré que les gens qui monopolisent le pouvoir cesseraient leurs attaques contre les autres forces qui ont concouru à la défaite du Shah».



les moyens de l'opposition ?

Daria : Les deux plus grands quotidiens, de diffusion nationale, sont dans l'opposition. Il s'agit de *Mizan* (La Balance) qui suit l'orientation de Bazargan et de *La Révolution Islamique* de Bani Sadr. Ce sont les journaux qui, de loin, ont le plus grand tirage ; après 7 heures, 7 heures et demi, on ne peut plus trouver *La Révolution islamique* qui paraît le soir, à Téhéran. Cela démontre la force de ces courants.

Par contre, les titres des monopolistes du pouvoir comme *La République islamique*, organe du PRI ou *Azadegan* n'ont qu'un tirage très limité. De même, des journaux comme *Keyhan* (Le Monde) ou *Telhaard* (L'Information) ont vu leur diffusion considérablement réduite à partir du moment où la tendance des monopolistes du pouvoir en a pris la direction.

Une manifestation anti-américaine à Téhéran.



► Vous parlez d'une suprématie de l'opposition au niveau de la presse, écrite, mais beaucoup de gens ne savent pas lire en Iran...

Daria : Bien sûr, et cela renforce encore le pouvoir de la radio et de la télévision, entièrement aux mains du gouvernement Badjaï. Bani Sadr lui-même refuse de parler à la radio et à la télévision tant que ces gens-là dirigent.

Fourzan : Dès le premier jour de son entrée en fonction, sa visite à Khomeiny a été censurée, il n'a eu droit qu'à de vagues excuses techniques.

Qu'est-ce qu'un Maktavi ?

Daria : En fait, c'est un véritable coup d'Etat qu'a opéré le gouvernement Radjaï en accaparant tous les postes à tous les niveaux. Dans chaque établissement, administration, école, usine, les comités islamiques s'arrogent le droit d'épurer tous ceux qu'ils veulent, au profit de ceux qu'ils considèrent comme les «Maktavis» ou «bons musulmans», en fait les seuls alliés du PRI. Par exemple, tous les enseignants depuis six mois ont été mis à l'écart au Kurdistan.

► Pourriez-vous préciser l'activité de ces «comités révolutionnaires», dans les usines notamment ? Qui les compose ?

Daria : Mis en place en se réclamant abusivement de la «ligne de l'Imam», ils prétendent parler au nom des ouvriers mais sont en fait les porte-parole du gouvernement et de la direction qui les a désignés (la plupart des usines sont nationalisées). On y trouve d'abord les membres du

PRI, mais aussi des membres du Toudeh (parti communiste pro-soviétique) et la tendance so-disant majoritaire (Raksariat) des Fedayin du Peuple également pro-soviétique, vient de décider d'y entrer.

Leur activité principale consiste à épurer tous ceux qui ne sont pas considérés comme «Maktavi».

► Ils ne jouent donc aucune espèce de rôle positif ?

Daria : Certainement pas. Les syndicats par exemple luttent pour l'abolition de la loi 30, le code du travail du régime du Shah, qui donne tout pouvoir de répression et de licenciements aux patrons, mais les comités révolutionnaires ne participent en rien à cette lutte. D'ailleurs, à Abadan, les principaux dirigeants de la grève, qui a été si importante dans la chute du Shah, ont été emprisonnés par les tribunaux islamiques.

Matériel soviétique sous scellés

► Vous dénoncez le caractère dictatorial du régime mis en place par les intégristes, mais vous les accusez également d'avoir fait un choix pro-soviétique. Sur quoi vous appuyez-vous ?

Daria : En matière internationale, leur propagande répète : «Tous ceux qui attaquent les Etats-Unis sont nos amis». Ils critiquent aussi l'Europe et le Japon en disant qu'ils sont comme les USA, mais systématiquement, ils oublient l'URSS.

D'autre part, on constate un rapprochement sensible de la diplomatie iranienne avec des pays plutôt pro-soviétiques comme la Syrie, le Yémen du Sud mais surtout la Libye. De plus, le



refus récent du gouvernement Radjaï de participer à la conférence islamique ne s'explique pas, comme il l'a prétendu, par la présence des Baassistes iraniens : ils leur aurait été tout à fait possible de défendre les positions iraniennes. C'est plutôt un refus de s'associer à la condamnation de l'invasion de l'Afghanistan, par peur des Soviétiques.

Un indice particulièrement sérieux de cette position pro-soviétique a été fourni par la signature, il y a un mois, d'un contrat de transit avec l'URSS. Cet accord donne le droit de libre circulation aux camions soviétiques en transit sur toute la région orientale de l'Iran, permettant ainsi le libre accès des marchandises russes à l'Océan Indien comme à l'Afghanistan et au Pakistan. Une clause particulière prévoit que des marchandises transportées sous l'appellation de «matériel agricole» seront placées sous scellés et que la douane iranienne n'aura pas le droit de les visiter. Cette clause peut donc permettre à l'URSS de transporter n'importe quoi, et notamment des armes, tant en Afghanistan, qu'au Pakistan ou, par exemple au Yémen du Sud, par bateau.

La contrepartie est dérisoire : l'Iran obtient le droit de faire transiter les médicaments qu'elle importe d'Europe par le territoire soviétique.

Personne ne peut être dupe de ce genre d'accord, aussi le gouvernement a-t-il imposé au parlement de le ratifier sans discussion.

Haleh : Cette attitude pro-soviétique est confirmée aussi par le type de société que les monopolistes du pouvoir veulent mettre en place : une économie entièrement nationalisée, dans la main de nouveaux bureaucrates, un véritable capitalisme d'Etat.

Sue le plan politique interne, la propagande des monopolistes du pouvoir, comme celle du parti Toudeh consiste à amalgamer ceux qui s'opposent à ce rapprochement avec les pro-soviétiques dans le camp des «libéraux», qui regrouperait non seulement les véritables libéraux, mais aussi

ceux de Bani Sadr et les «maoïstes américains» comme ils disent. Dans cette perspective, eux seuls constitueraient le camp des «radicaux».

Télévision iranienne contre résistants afghans

► Pourtant, le parti au pouvoir paraissait assez fermement opposé à l'URSS, d'une part pour des raisons idéologiques et d'autre part, parce qu'il a condamné l'intervention soviétique en Afghanistan.

Daria : Cette prise de position contre l'intervention soviétique date en fait de l'époque du Conseil de la Révolution, alors que Gotbzadeh était ministre des Affaires étrangères. Depuis, par exemple, le premier anniversaire de l'invasion n'a donné lieu à aucune réaction. Dans certaines régions, la télévision aux mains du PRI a attaqué le mouvement de résistance afghane. Dans l'Est aux frontières, la télévision a dit que la résistance devait retourner les armes contre les Américains et les Chinois au lieu d'attaquer les Russes.

Vous savez qu'il y a eu une manifestation de réfugiés afghans à Téhéran qui ont occupé une demi-heure l'ambassade soviétique et ont brûlé un drapeau russe. Le gouvernement a condamné cette action en la qualifiant «d'attaque contre les lois internationales». La différence de traitement avec les USA est manifeste. A la suite de cet incident, l'URSS a protesté auprès du gouvernement iranien dans une lettre où elle déclare que «si l'Etat iranien n'est pas capable de protéger sa représentation diplomatique, elle le ferait elle-même».

Cette lettre a été cachée à la population mais n'a pu être connue que par une révélation du journal *Mizan* qui l'a publiée, sans démenti du gouvernement.

Il faut préciser que certains journaux gouvernementaux ont

renouvelé récemment leur condamnation de l'intervention soviétique mais avec des réserves et en précisant que les marxistes «pro-chinois» devaient être réprimés par les «révolutionnaires musulmans afghans».

arrêté des moudjahidines et des membres de notre parti qui ont participé à la guerre.

Empêcher la guerre civile

Une guerre qui doit se terminer au plus vite

Dans cette perspective, comment analysez-vous la guerre Iran-Irak. Quelles sont les raisons de ce conflit ?

Daria : Le gouvernement irakien a toujours eu des visées annexionnistes dans la région et a profité de la faiblesse et de l'isolement de l'Iran pour les mettre en œuvre. Par ailleurs, il espère que cette guerre, en développant le chauvinisme arabe, l'aidera à régler des difficultés internes.

Haleh : Il est important de voir aussi que l'Irak est soutenu par les deux superpuissances. C'est ainsi qu'il sert les intérêts américains en affaiblissant la révolution iranienne. En témoigne le soutien apporté aux anciens partisans du Shah qui entretiennent des groupes armés et des stations de radio en Iran.

Mais il y a aussi le soutien des Soviétiques qui, en dépit des protestations de l'Iran, n'ont pas accepté d'arrêter leurs envois d'armes à l'Irak. Dans deux cas, ils ont utilisé des bombardiers Tupolev dont le contrat de vente prévoit qu'ils ne peuvent être «qu'avec l'accord du pays vendeur».

Si cette guerre dure longtemps, il est clair qu'elle peut être défavorable à l'Iran, entrainer son appauvrissement et la mettre sous une dépendance accrue. Elle doit donc se terminer au plus vite, par le retrait des troupes iraniennes du territoire irakien.

Il faut souligner aussi que l'Irak comptait en finir en trois jours avec l'Iran, mais que ce n'est pas si facile. Sans compter la réaction de l'armée, plus vive que prévue, la population concernée du Khouzistan est la première à résister contre l'agression.

Pourrais-tu préciser les formes de cette résistance populaire ?

Daria : Eh bien, dès les premiers jours, alors que la réaction de l'armée se faisait attendre, c'est la population qui s'est surtout battue, notamment à Abadan et Khorramchar. A ce propos, il faut préciser qu'au début le gouvernement ne voulait armer que les «maktavis» ; il a fallu une intervention personnelle de l'imam Khomeiny pour que des armes soient distribuées à toute la population, sans condition. Cette attitude sectaire persiste aujourd'hui. Notamment on a

Plus généralement, quelle est l'attitude des partisans de Radjai dans cette guerre ?

Daria : Bien sûr, ils veulent défendre le pays, mais ils veulent aussi en profiter pour défendre leurs intérêts partisans.

C'est ainsi qu'ils affaiblissent et calomnient l'armée accusée, sans discrimination, de ne pas être patriote parce que c'était l'armée du Shah. Ils voudraient que la résistance soit en fait confiée aux seuls «gardiens de la révolution».

Khomeiny a dû intervenir plusieurs fois pour soutenir l'armée contre des attaques en fait injustifiées. En fait, ils voient tout l'intérêt qu'ils pourraient avoir à un conflit long dont ils pourraient profiter la responsabilité sur Bani Sadr, qui est le chef de l'armée, en l'accusant d'incapacité.

Quelle action mène votre propre parti dans la guerre ?

Daria : Nous avons envoyé un groupe armé sur le front, qui a mené des actions militaires avec des musulmans de la région. A l'arrière, nous avons formé des brigades d'intervention pour désinfecter la ville, en collaboration avec des jeunes islamiques.

Sur l'ensemble du territoire, nous luttons pour que soit prise en mains la question des réfugiés. A Chiraz, il faut par exemple s'opposer au Mollah qui a déclaré qu'ils n'avaient rien à y faire et devaient être renvoyés en ville.

Comment voyez-vous le développement de la situation ?

Daria : A l'université, dans les écoles, les mouvements de protestation persistent. Plus généralement, le chômage, et l'inflation entraînent un mécontentement de plus en plus large contre le gouvernement Radjai. En province, Bani Sadr multiplie les meetings où il rassemble jusqu'à 50 000 personnes, même dans les villes éloignées.

Ce sont des facteurs positifs qui contribuent à isoler les monopolistes du pouvoir et les éléments dépendants des deux superpuissances. Nous espérons que leur développement permettra d'abattre le gouvernement Radjai et de mettre en place un gouvernement d'union nationale. Ce serait la seule manière d'éviter le danger de guerre civile qui pèse sur l'Iran du fait de la politique gouvernementale.

«L'ATTITUDE DU PCF LUI DENIE TOUT DROIT DE SE RECLAMER DE LA CLASSE OUVRIERE»

Une interview d'Yves Roucaute, ancien secrétaire de l'UEC-Sorbonne, auteur du livre «Le PCF et les sommets de l'Etat»

«Notre départ n'est pas une démission, c'est un combat. Pour le socialisme dans la liberté». Ainsi se concluait la déclaration publique de 47 militants annonçant leur départ du PCF. Outre ce qu'elle révèle des contradictions grandissantes entre le PCF et «ses» intellectuels, cette vague importante de départs pose la question de l'analyse du PCF que font aujourd'hui ces militants et des perspectives dans lesquelles ils entendent poursuivre leur combat. Après avoir interviewé Alexandre Boviatsis, (voir PLS n° 28), nous sommes allés interroger Yves Roucaute. Ancien secrétaire de l'UEC-Sorbonne, et ancien responsable d'une section du Val de Marne, Yves Roucaute vient de publier, au PUF, un livre intitulé «Le PCF et les sommets de l'Etat». Il est par ailleurs directeur de l'Institut Gramsci.

Propos recueillis par Nicolas DUVALLOIS

Après avoir mené une action critique dans le PCF, tu viens de signer, avec d'autres militants, un texte commun de démission. Pourquoi ce départ ?

Il y a quatre ou cinq ans que nous luttons dans l'UEC et l'UNEF, puis dans le PCF. Cette période s'est finie pour moi il y a un an.

Il y a bien sûr des raisons personnelles, dans la mesure où tout engagement est personnel. Mais c'est aussi une position politique, qui tient à l'analyse du PCF tel qu'il est, aux rapports entre dirigeants et dirigés qui y existent, et dont deux formes sont perceptibles à tout le monde : les rapports entre les sommets du PCF et les adhérents, et les rapports des sommets du PCF avec les masses en général.

Il me semble impossible dans le PCF tel qu'il est de remettre en cause ces rapports. Nous avons essayé, par les «samedis communistes», ou la mise en place de certaines structures plus démocratiques à l'UEC. Mais en ce qui concerne les trois questions essentielles posées aux constataires communistes — la question de la démocratie interne, celle de l'union de la gauche, et celle des rapports avec les pays dits socialistes —

on peut parler d'échec et il y a de bonnes raisons à cela.

Le changement de stratégie opéré par la direction en 1977-1978 n'est donc pas la question décisive ?

Je crois que le tournant de 1977-1978 était en partie perceptible auparavant, puisqu'il a sa source dans les rapports dirigeants-dirigés : à partir du moment où l'union était restée une union au sommet, il me semble que sa rupture était inscrite en soi dans les rapports mis en place par les dirigeants communistes.

Cette rupture a montré que les critiques théoriques et politiques émises auparavant (cf le débat organisé avec Althusser à la Sorbonne) étaient justes. La direction du PCF n'a jamais ouvert complètement la voie d'une intervention des masses dans l'histoire, et cela tient précisément à sa structure.

Ma démission du PCF, c'est la prise en compte d'une réalité : celle de l'impossibilité pour les militants d'intervenir sur les questions stratégiques.

Peut-on en tirer des conclusions quant à la nature du PCF ?

Je ne partage pas le vieux schéma selon lequel si on ne peut rien faire avec le PCF tel qu'il est, on ne peut plus rien changer sans le PCF.

Le PCF a certes une action très positive en ce qui concerne la défense de certaines catégories socio-professionnelles, comme les ouvriers qualifiés et professionnels ou certains paysans, je pense aux viticulteurs du Sud-ouest. Mais le tout est de délimiter son rôle : il est une corporation de la société civile, en ce sens qu'il défend les intérêts de certaines catégories : l'affaire de Vitry, et plus généralement la politique du PCF envers les immigrés, montre, par exemple, qu'il y a des oppositions, le PCF prend position pour certaines catégories contre d'autres.

Il n'est donc pas non plus le parti de la classe ouvrière, c'est-à-dire, au sens marxiste du terme, le parti qui met en place le point de vue révolutionnaire de la classe ouvrière. Au contraire, on peut dire qu'il traverse, depuis de longues années, une phase économico-corporatiste qui consiste à mettre en place le point de vue corporatiste de certaines catégories, y compris contre d'autres.

Cette attitude lui dénie tout droit de se réclamer de la classe ouvrière, au sens marxiste.

Tu viens d'écrire un livre qui traite des rapports du PCF aux sommets de l'Etat. Pourquoi aborder l'étude du PCF sous ce biais-là ?

Parce qu'elle est à la tête d'une corporation de la société civile, la direction du PCF a produit une dichotomie entre les gens qui pensent la politique et ceux qui la suivent : il y a une coupure entre la base de masse du PCF et sa direction, celle-ci ayant une autonomie relative en ce qui concerne les questions de stratégie. Toutes les positions du PCF par rapport à l'Etat sont donc déterminées non pas par la base de masse du PCF, mais par la direction.

Or, je me suis aperçu que

dans sa pratique politique, le PCF identifiait l'Etat aux sommets de l'Etat, précisément parce qu'il est incapable de penser l'Etat en tant que tel. Au terme d'un processus idéologique que j'aborde dans mon livre, la direction du PCF pense l'Etat comme elle se pense elle-même, en voyant, aux sommets de l'Etat, des gens qui, lui semblent similaires à elle : de même que ce qui bouge dans le PCF, en faisant la stratégie, c'est la direction, de même cette dernière voit dans les sommets de l'Etat ce qui bouge, ce qui vit dans l'Etat.

Quand le PCF veut aller au gouvernement, il fait donc une cour assidue aux hauts-fonctionnaires ; quand il refuse le pouvoir d'Etat, il les injurie, allant même jusqu'à les traiter de fascistes, comme dans la période 1958-1962 ; et quand il est au gouvernement — c'est pour cela que j'étudie avec une certaine minutie la période du PCF au gouvernement — il utilise à fond les hauts-fonctionnaires. Il va alors identifier le parti à l'Etat comme dans les pays socialistes, et prendre à son service les hauts fonctionnaires, utiliser leurs compétences pour réformer l'Etat, ou créer un Etat fort.

Mais il n'y a qu'une seule attitude que le PCF ne prend jamais, c'est d'arriver à penser les sommets de l'Etat comme des intellectuels qui ont des contradictions, et partant à travailler dans ces contradictions.

Document historique : les leaders de gauche, réunis une dernière fois le 13 mars 1978, au lendemain du premier tour des législatives. «Je sais que c'est totalement irréaliste et idéaliste, mais c'est uniquement pour faire la différence avec le PS» disait Herzog du chiffrage du programme commun.

base de l'Etat. C'est lui qui prime.

Cela dit, je ne pense pas que le PCF aujourd'hui veuille aller au gouvernement. On peut en voir un critère justement dans ses rapports aux sommets de l'Etat : dans ses récentes propositions, il demande par exemple la suppression de l'ENA, ce qui est révélateur de son désintérêt pour les hauts-fonctionnaires aujourd'hui et du pouvoir d'Etat.

Tu expliques comment les rapports du PCF aux sommets de l'Etat sont révélateurs d'une analyse de l'Etat, et aussi de stratégies successives. Mais comment rendre compte justement de l'évolution des stratégies ?

C'est une autre question, que je ne traite pas dans mon livre. Les changements de stratégies, je les explique d'abord par l'au-

tonomie du groupe dirigeant ; autonomie relative, évidemment, qui ne veut pas dire indétermination. Il y a des déterminations, mais elles ne viennent pas de la base.

Dans ce qui influe la direction, on fait souvent référence à l'URSS. Cette influence est réelle, mais je pense qu'on doit faire entrer en ligne de compte d'autres référents, peut-être plus importants : je dirais tout simplement la référence à l'idéologie dominante. On le voit par exemple dans les rapports dirigeants-dirigés : là, c'est véritablement l'idéologie bourgeoise qui est en acte.

Le fait que le PCF crée sa base de masse en s'appuyant sur la défense de certains intérêts catégoriels, indépendamment des changements stratégiques,

lui assure une certaine pérennité. Tu récusés d'autre part l'idée comme quoi «rien ne peut changer sans le PCF». Quelles perspectives vois-tu ?

On constate en effet que la rupture de l'union de la gauche, par exemple, n'a pas amené une baisse énorme du PCF, et cela prouve bien que sa base de masse n'est pas là pour des raisons stratégiques.

Il y a évidemment des départs, mais je pense que le PCF peut retrouver son niveau habituel dans les années qui viennent, sauf si quelque chose de nouveau se crée à côté. Il est peut-être possible, par exemple, si des communistes qui ont quitté le PCF s'allient avec d'autres communistes qui restent en pensant que l'on peut changer, de faire quelque chose de

nouveau. Il est peut-être aussi possible que les gens qui sont à l'intérieur des mouvements autonomes — et qui doivent le rester — se joignent avec d'autres qui ont la volonté de transformer les choses de manière démocratique, en faisant intervenir les masses.

En tout état de cause, je pense que les vieux clivages sont basés en général sur des faits et des théories qui ne correspondent plus tout à fait à ce qu'il faut aujourd'hui. On ne peut pas en rester là. Et c'est tout l'intérêt de Gramsci : bien sûr, il faudra dépasser aussi sa pensée, mais c'est la pensée la plus neuve puisque c'est la prise en compte de certaines contradictions qui sont encore déterminantes aujourd'hui et la volonté de mettre en place une dialectique entre les formes de démocratie directe et les formes de démocratie représentative.

Si on ne fait pas cet effort de pensée, on n'arrivera pas à conquérir l'hégémonie, et sans conquête de l'hégémonie sur la population, le socialisme est impossible.

Tu animes justement l'Institut Gramsci...

L'Institut Gramsci, c'est une tentative de rassembler, en un lieu, des gens qui ne sont pas forcément d'accord entre eux, qui viennent de courants idéologiques différents, qui se réclament du marxisme, et qui confrontent leurs idées pour que des contradictions puissent émerger quelque chose d'autre. C'est aussi une volonté de défendre le marxisme par Gramsci. Son rôle capital, c'est en effet d'essayer que la pensée ne tombe pas dans l'inertie, mais reste vive.



MANUFRANCE : L'HEURE DE LA VIGILANCE

A nouveau la menace d'évacuation des locaux de Manufrance occupés depuis l'automne 1980, se profile. La cour d'appel de Lyon vient de statuer en intimant l'ordre de départ *«avant le 15 février au plus tard»*. Pourtant le Tribunal de Commerce ne s'est pas prononcé sur la possibilité de laisser reprendre en location-gérance par la société coopérative des Manufrance la division des produits métallurgiques : armes, cycles, machines à coudre.

Dans ces moments difficiles où se jouent les derniers atouts d'une dure partie, des divergences affectent la CGT jusque-là si sûre d'elle-même. Cela ne saurait empêcher les travailleurs stéphanois de se tenir prêts à riposter à tout coup de force du pouvoir contre Manufrance !

De notre correspondant à Saint-Etienne

La course engagée entre l'affairiste Bernard Tapie, PDG de ce qui reste de l'ancienne société et les salariés licenciés a changé d'allure. Certes, le terrain juridique continue d'être occupé à tour de rôle par des plaintes croisées, mais désormais la lutte reprend, aussi dans les rues de Saint-Etienne et risque à court terme de gagner les bâtiments occupés du cours Fauriel.

D'abord, le groupe Serret-Savinol où siège le PDG de la Redoute a obtenu de Bernard Tapie et du Tribunal de Com-

merce la location-gérance du *Chasseur Français*. Les réactions n'ont pas manqué. Des groupes de militants UGICT et CGT s'en sont pris à la Chambre de Commerce, déménagée sur les trottoirs stéphanois le 29 janvier, puis au siège administratif de l'ancienne société Manufrance, rue Merheim où les dossiers des appartements locatifs appartenant à la compagnie ont été détruits ou emportés le 30 janvier dernier. Tapie, en effet, avait fait état de son intention de vendre les immeubles Manufrance, ce qui a été considéré comme un

préjudice de plus pour les salariés locataires de la société. Le syndic, Maître Dutrievéz a aussitôt porté plainte contre les responsables de l'UGICT-CGT pour *«vol et destruction de documents administratifs»*.

D'absurdes attaques contre les Manufrance

pour ne pas être en reste d'attaques contre les salariés, le bureau d'experts comptables parisien chargé des licenciements, a prétendu obtenir des licenciés, l'abandon de leurs indemnités de licenciement et de congés payés *«pour le cas où la SCOPD reprendrait les activités»*.

Aussi le climat était-il déjà particulièrement tendu au moment où la cour d'appel de Lyon, réunie le 5 février dernier, confirmait l'ordonnance d'évacuation des locaux des référés de Saint-Etienne. Le tribunal a refusé de prendre en compte l'occupation des locaux comme un conflit du travail (la société n'exerçant plus), ni même de considérer l'occupation comme *«l'exercice du droit de rétention de créancier super privilégié»*. Par conséquent *«faute d'un départ volontaire des occupants intervenant avant le 15 février au plus tard»*, l'évacuation par la force publique peut intervenir à tout moment.

Les protestations n'ont pas

manqué depuis pour condamner ce jugement hostile aux travailleurs et à la relance de Manufrance par ceux-ci. D'autant que le Tribunal de Commerce n'ayant pas de propositions plus sérieuses, pour la reprise de la DPM (armes, cycles, machines à coudre), la SCOPD a des chances d'en obtenir la location-gérance. Quelle situation absurde alors de lui retirer, par la violence, des locaux qu'elle aurait en location légale quelques jours plus tard ! Mais le pouvoir n'en est pas à une contradiction près dans cette affaire. C'est pourquoi les Manufrance sont vigilants.

La CGT a mis au défi *«le ministère et de la préfecture de prendre la responsabilité pratique d'expulser les salariés de l'entreprise alors qu'une solution réalisable et possible est proposée par la SCOPD»*. La CFDT, quant à elle, a indiqué que *«si la préfecture faisait évacuer Manufrance par les forces de police, elle considérerait ce coup de force comme une nouvelle spoliation du personnel et elle mobiliserait immédiatement les travailleurs de Saint-Etienne et de sa région»*.

Mais bien sûr, pour riposter au mieux, l'unité syndicale sera à reconstituer sur d'autres bases que l'incessant cavalier seul de la CGT et de son UGICT, que traduit une nouvelle information devant le Tribunal de Commerce, lundi 9 février *«pour la reconnaissance de la SCOPD»* alors que celle-ci n'est encore trop que l'affaire de la seule CGT.

Remous dans la CGT

En l'occurrence, la CGT aura sans doute aussi à faire sa propre unité, mise à mal par le double débat sur la gestion du comité d'entreprise et la conduite de l'action.

Les démissions du comité d'entreprise Manufrance, des militants Serrier, Jourjon et Clerjon, et surtout de l'ancienne secrétaire du Comité d'entreprise, Monique Garnier, le retrait de Granjant et surtout Monate du bureau de la section CGT Manufrance, ont frappé les esprits à Saint-Etienne.

Certes on pourrait (comme *L'Humanité*) trouver normal un renouvellement des responsabilités à intervalles réguliers. Mais d'une part, la CGT Manufrance ne nous avait pas habitués à agir de la sorte depuis longtemps, et surtout, comme on dit ici, on ne change pas une équipe qui gagne ! C'est donc sur un son de reproche mutuel et de bilan pour le moins contrasté que s'opèrent les changements.

Jacque Monate et Monique Garnier depuis 1977, jouaient un rôle important dans l'action et dans sa conduite. Il semble qu'à l'heure des difficultés, on leur reproche d'avoir défendu la gestion de Manufrance par la mutuelle MACIF et son dirigeant (PCF) Pierre Juvin. En retour, eux-mêmes et plusieurs militants de la CGT Manufrance font maintenant état de contradictions avec la *«gestion directe»* de la lutte par la confédération CGT.

De même, il apparaît que d'importantes contradictions se seraient fait jour sur l'attribution des biens du comité d'entreprise en cas de dissolution de celui-ci. Pour mettre ces biens à l'abri des dépeçages et à la disposition ultérieure de la société coopérative, s'agirait-il de les confier à un autre comité d'entreprise stéphanois, de les remettre aux travailleurs de Manufrance ou encore de les placer entre les mains d'un comité d'entreprise *«sûr»* où la CGT, l'UGICT (et le PCF !) ont un poids important (celui des ARCT) ?

Cette dernière solution inspirée par l'UGICT, heurte toute logique et montre une fois de plus que les décisions dans la conduite de ce qu'est aujourd'hui la lutte des Manufrance sont loin de ne prendre que les intérêts des travailleurs pour fondements. Il est donc important et positif pour l'avenir du conflit que des responsables et des militants CGT s'en préoccupent !

